



MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,
SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL

Rapport de résultats 2021

Programme de Soutien au Secteur de
l'Enseignement Technique et la Formation
Professionnelle (ETFP) dans le Bassin
d'Emploi de Mbuji-Mayi (EDUKOR),
République Démocratique du Congo

Réf Enabel : RDC 1217211



Table des matières

1	ACRONYMES	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	5
2.1	FICHE D'INTERVENTION	5
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	6
1.1.1	<i>Pertinence</i>	6
1.1.2	<i>Efficacité</i>	7
1.1.3	<i>Efficiéce</i>	7
1.1.4	<i>Durabilité potentielle</i>	8
1.1.5	<i>Conclusions</i>	9
3	SUIVI DES RESULTATS	10
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE.....	10
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	10
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	10
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	12
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	12
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1.....	16
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	16
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	16
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2.....	18
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	18
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	18
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	19
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3.....	24
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	24
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	24
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	25

4	SUIVI BUDGETAIRE	33
5	RISQUES ET PROBLEMES	34
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES.....	61
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	61
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	62
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	62
7	THEMES TRANSVERSAUX	63
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	63
7.2	GENRE.....	63
7.3	DIGITALISATION.....	64
7.4	EMPLOI DECENTS	65
8	LEÇONS APPRISES.....	65
8.1	LES SUCCES	65
8.2	LES DEFIS	66
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	68
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	68
9	PILOTAGE	68
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	68
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	69
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	71
9.4	RECOMMANDATIONS	71
10	ANNEXES	72
10.1	CRITERES DE QUALITE	72
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	77
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL)	82
10.4	APERÇU DES MORE RESULTS	82
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	83
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	86

1 Acronymes

Dresser la liste de tous les acronymes utilisés dans le Rapport des résultats (classement alphabétique ; voir exemples ci-dessous)¹

AGR	Activités Génératrices de Revenus
AT(I), AT(N)	Assistant Technique (International), (national)
CATSR/AMO	Comité d'Appui au Travail de Rue / Action Milieu Ouvert
CdA	Centre d'Application
CdS	Comité de Suivi
CdR	Centre de Ressources
COMPAR	Comité des partenaires
CP–CDP	Comité Provincial de Coordination du Processus de Développement au Kasai Oriental
DTF	Dossier technique et financier
EDUKAT	Education dans la province du Katanga (intervention d'Enabel)
EDUKOR	Education dans la province du Kasai Oriental (intervention d'Enabel)
ETP	Enseignement Technique et Professionnel
EFTP	Enseignement et formation technique et professionnelle
EXETAT	Examen d'Etat
FEC	Fédération des entreprises du Congo
INPP	Institut national de préparation professionnelle
IPPAEC	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge d'évaluation et concours
KOR	Kasai Oriental
MTR	Middle Term Revue
MPME	Micros, Petites et Moyennes Entreprises
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
PPFEA	Projet Pilote de Formation en Alternance
PRODAKOR	Programme d'agriculture au Kasai Oriental
PROVED	Province Educationnelle, Directeur de la Province éducationnelle
SECOPE	Service de contrôle et de la paie des enseignants

¹ Ne pas oublier d'effacer toutes les instructions en italique qui se trouvent dans ce canevas.
Rapport des résultats

U.F.E.	Unité Formation Emploi
--------	------------------------

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi de Mbuji Mayi (EDUKOR)
Code de l'intervention	RDC 1217211
Localisation	Kasaï-Oriental et Lomami, RDC
Budget total	Contribution belge : Selon le DTF original : 10.000.000 EUR Selon l'Echange de lettre (17/10/2019) : 9.000.000 EUR Suite à la décision des COMPAR (11/2019 et 03/2020) : 13.000.000 EUR
Institution partenaire	Ministère Provincial en charge de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique
Date de début de la Convention spécifique	06 novembre 2014
Date de démarrage de l'intervention	3 décembre 2014
Date prévue de fin d'exécution	31 décembre 2022
Date de fin de la Convention spécifique	05 juin 2023
Groupes cibles	Les apprenants et sortants Les porteurs de projets issus de l'environnement socioéconomique Les employeurs formels et informels Les établissements soutenus Le Ministère EPST de référence
Objectif Global - Impact²	Un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré dans le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, tant formelle que non-formelle et l'offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives

² L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté
Rapport des résultats

	d'emploi ou d'auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisations en charge de l'enseignement et de la formation.
Objectif Spécifique - Outcome	Un cadre institutionnel et organisationnel amélioré permet aux apprenants, incluant une plus grande proportion de filles, de réussir une formation pertinente et de qualité de qualité incluant des cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.
Résultats - Outputs	<p>R1 : La coordination, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP sont améliorées par l'introduction d'une gestion digitalisée intégrée des établissements</p> <p>R2 : Les établissements proposent une offre de formation pertinente et de qualité en faveur des jeunes apprenants</p> <p>R3 : Un dispositif d'incubation urbain multifonctionnel permet à un nombre accru de jeunes et femmes d'accéder à un emploi décent</p> <p>R4 : Un pôle de développement agricole est déployé au centre du terroir de Ngandajika.</p>
Année couverte par le rapport	2021

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La majoration de l'enveloppe budgétaire d'Edukor (COMPAR de novembre 2019 et mars 2020, 4 M d'euros) a permis une redéfinition des objectifs et des résultats en adéquation avec les changements survenus dans le contexte entre 2014 et 2020. Cela était consécutif aux résultats obtenus jusqu'alors et matérialisait la volonté du pouvoir en place de s'atteler de manière active à la problématique de l'emploi en République Démocratique du Congo (cfr. DTF additionnel de mai 2020). De manière plus particulière, les activités menées par le projet sont en adéquation avec les nouvelles stratégies promues dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE) et dans la Stratégie Sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025.

La mission de la délégation belge en RDC de février 2020, composée de la Première Ministre Sophie Wilmès, du Vice-premier Ministre, Ministre des Finances et de la Coopération au Développement Alexander De Croo et du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et du Commerce Extérieur, Pieter De Crem, en présence du Directeur d'Enabel, a insisté sur le recours à la digitalisation pour améliorer les apprentissages et la gouvernance, l'assurance-qualité dans les infrastructures et le passage à l'échelle

de l'insertion des jeunes. Ces trois points ont été pris en compte lors de la redéfinition stratégique du projet.

A noter que cette redéfinition s'accorde également avec la stratégie du changement identifiée par l'équipe EDUKOR et ses partenaires en novembre 2019, suite à l'analyse des résultats atteints.

Le projet est bien ancré dans les politiques nationales et reste extrêmement pertinent par rapport aux besoins identifiés pour le groupe cible. La logique d'intervention, bien qu'ambitieuse pour le temps imparti, est appropriée.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

L'Outcome de l'intervention EDUKOR est pluriel ; il touche aussi bien à l'accès à l'éducation qu'à la qualité des formations dispensées par nos partenaires et à l'accompagnement à l'insertion socio-professionnelle. Si l'atteinte de l'Outcome pour les deux premiers axes est en très bonne voie (voir R.1 et R.2 essentiellement), il reste beaucoup de challenges à surmonter pour arriver à des mécanismes d'insertion socio-professionnelle efficaces (urbain, R.3 et rural, R.4), autonomes et pérennes. L'année 2021 a permis d'opérationnaliser l'incubateur urbain, et de lancer une deuxième phase de test pour l'incubateur rural. L'année à venir devrait s'axer sur l'autonomisation du mécanisme d'incubation et la définition de modèles économiques pour leur fonctionnement.

Le principal risque identifié depuis la rédaction de l'avenant au DTF en 2020 (la durée courte de mise en œuvre pour la nouvelle stratégie d'insertion socio-professionnelle) est géré de manière proactive par le projet afin de pouvoir atteindre l'Outcome. Nous avons toutefois révisé les indicateurs pour rendre les attentes plus réalistes et nous avons adapté légèrement la stratégie (insertion + accélération) pour augmenter l'impact qualitatif en maintenant un chiffre quantitatif du nombre d'insertions.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

La plupart des activités sont effectuées dans les temps. Cela dit, le projet aura une vigilance accrue sur le respect du timing pour les « grosses » réalisations qui étaient attendues en 2021. Ainsi, le dossier relatif à la construction du Centre de Ressources prévu à Mbuji Mayi a connu un retard considérable notamment dû au bureau d'études qui n'est parvenu à se mobiliser que très tardivement pour l'analyse fonctionnelle (juin 2021). A cela s'ajoute que les attentes qualitatives pour cette analyse fonctionnelle n'ont pas été atteintes, et une mise en demeure du Bureau d'Etudes a dû être effectuée. A cet instant, le consultant du Contrat cadre a fait une nouvelle proposition de ligne du temps pour assurer la finalisation de la construction avant la fin du programme. L'Avant-Projet Sommaire a été validé.

Deux conventions de subsides (Csub) importantes ont également pris du retard en 2021 : Don Bosco et PRODI. La faiblesse administrative de Don Bosco a obligé le projet à le renforcer en capacités avant d'envisager la Csub (via une consultance). Celle-ci a cependant été finalisée en décembre 2021 pour signature en janvier 2022. Suite à la FA

test du processus d'incubation à Ngandajika, la Csub avec Prodi n'a plus été envisagée par le projet et le processus d'incubation est actuellement repris par un comité d'incubation, issus du Cadre de concertation Inter-ETD mis en place localement.

A noter ici que l'éloignement de la ville de Mbuji-Mayi de Kinshasa, ainsi que sa difficile accessibilité (complexité du contexte logistique) ne facilitent pas l'acquisition des biens et fournitures à des coûts compétitifs. Néanmoins, des efforts ont été fournis en vue de confiner les écarts éventuels des prix dans les limites acceptables.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	C

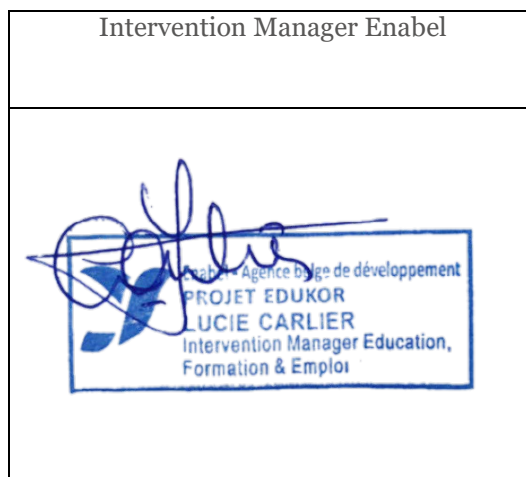
La durabilité de l'intervention, établie à C dans le précédent rapport de résultat est maintenue. La révision stratégique, la prolongation de l'intervention et la majoration du budget pour EDUKOR ont permis au projet d'affiner les risques/problèmes liés à la pérennité de l'action et de travailler activement à établir des mesures de mitigation pour ces risques.

Cela étant, les risques principaux identifiés pour assurer la durabilité/pérennité de l'intervention restent :

- la participation quelque peu insuffisante des partenaires et leur difficulté d'appropriation des stratégies (incubation en milieu rural)
- les modalités relatives à la pérennité financière des dispositifs d'insertion professionnelle (incubateurs) doivent encore être définies plus précisément.

1.1.5 Conclusions

- La redynamisation des équipes dans les CDA a été continue en 2021 (coaching de proximité) ; signature et suivi des projets d'établissements, relance de l'alternance, formations au numérique, révision des cursus sur base de l'approche par compétence, etc.
- Le lancement du progiciel de gestion a eu lieu en novembre 2021 et deux ATN sont chargés d'effectuer le suivi de son implémentation (ATN Management scolaire sur la gouvernance et la qualité des informations encodées et ATN D4D sur les aspects techniques et l'utilisation au quotidien).
- L'opérationnalisation de l'incubateur urbain est effective, il reste à pérenniser au maximum la stratégie (notamment par la définition d'un modèle économique) ; un MP pour une consultance est prévu en 2022.
- En 2022, en plus de continuer l'appui à l'insertion (en auto-emploi principalement), l'accélération de MPME sera également envisagée au travers de la Csub qui sera signée avec Don Bosco. L'accélération permettra de diversifier les modalités d'insertion et d'augmenter la mise à l'échelle.
- Au vu du temps nécessaire à la mise en œuvre du processus de développement local à Ngandajika et des difficultés rencontrées sur place, la dynamique d'incubation rurale est plus lente à se mettre en place en milieu rural ; la mobilisation des acteurs pour une telle dynamique reste à déterminer. Cela étant, l'incubation rurale s'inscrit dans le processus de création du PDA dont les bases sont en train d'être posées via le cadre de concertation inter-ETD. La dynamique actuelle est prometteuse, cinq mois après l'entrée en fonction de l'expert en développement local.



3 Suivi des résultats

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte conjoncturel (situation économique très morose) et structurel (nombre extrêmement limité d'entreprises formelles) n'a pas évolué depuis la rédaction du dernier rapport (cfr. Rapport de résultats 2020).

La ville a connu à plusieurs reprises des graves pannes de la principale centrale hydro-électrique du barrage de Tshiala, ce qui a causé des problèmes pour certaines entreprises dépendantes de l'énergie du réseau.

A ce contexte économique difficile sont venues s'ajouter la pandémie de COVID19 et toutes les conséquences économiques qu'elle a engendrées. La pandémie a aussi impacté la vie sociale et a entraîné, entre autres, l'absence ou le retard d'autres projets et interventions dont aurait pu bénéficier la ville.

Malgré les efforts du gouvernement Congolais pour relancer l'économie et les annonces de plusieurs investissements (relance de la Miba, financements BAD, etc.), ceci ne s'est malheureusement pas encore matérialisé à Mbuji-Mayi. La paupérisation est de plus en plus extrême dans nos zones d'intervention et la situation de fragilité s'accroît.

Les conséquences de ce climat mortifère favorisent l'augmentation de délits liés à la petite délinquance, la mendicité, l'abandon scolaire et un marché de l'emploi n'offrant pas d'opportunités d'embauche pour les diplômés et encore moins pour la main-d'œuvre non qualifiée.

L'activité de grandes entreprises comme la société Minière de Bakwanga (MIBA), la Brasserie Simba (BRASIMBA) et d'autres semblent être soit à l'arrêt complet, soit tourner au ralenti. Ainsi, la BRASIMBA, à l'arrêt depuis octobre 2020 n'a toujours pas repris ses activités. Le manque de disponibilité de certains produits de consommation/services sur le marché est observée, ce qui laisse entrevoir un climat peu propice à une relance économique significative.

L'augmentation constante des prix des produits/services de première nécessité (alimentation, carburant, énergie, soins) ne fait qu'accroître cette fracture sociale, marginalisant près de 90 % de la population locale.

A l'heure de la rédaction de ce rapport, et à titre d'exemple, le prix du carburant a doublé depuis le début de l'année 2021.

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Le partenaire du projet reste le Ministère de l'EPST. L'EPST est responsable, entre autres, de la gouvernance du secteur de l'enseignement technique. EDUKOR travaille également de plus en plus près avec le Ministère en charge de Formation Professionnelle, Métiers et Artisanat, au niveau national. Les dissensions entre ces Ministères semblent s'être apaisées et il va sans dire que la tutelle exercée par le Ministère provincial contribue à assurer l'équilibre et l'unité nécessaires à l'action d'EDUKOR. Spécifiquement pour les activités de la mise en œuvre de l'incubateur urbain, le Ministère provincial s'est engagé à disponibiliser une RH au sein de ce nouvel organisme. Des remaniements au niveau du gouvernement provincial (éviction du

gouverneur) ont engendré un nouveau changement dans le chef du Ministre Provincial en charge de l'EPST.

En 2021, la convention de subsides avec Mazzarello a connu la signature d'un avenant suivant les premiers succès de ce partenariat et envisageant une collaboration stratégique plus rapprochée qui contribuerait à l'atteinte du Résultat 3.

La convention de subsides avec l'INPP a été signée en juillet 2021 et les premières activités ont commencé sans soucis.

Une convention de subsides allait être proposée à PRODI suite aux premières Fiches d'Activités qui s'étaient bien déroulées. Cette CSUB n'a pas encore été réalisée et EDUKOR a levé des options alternatives ensemble avec le PRODAKOR. L'option envisagée actuellement est d'adosser l'incubateur au cadre de concertation inter ETD mis en place dans le cadre de la dynamique PDA avec un comité de gouvernance spécifique.

Une convention de collaboration a été signée (fin 2021) entre l'EPST/Lomami pour la mise en place des formations courtes et professionnalisantes en agroécologie et permaculture à l'ITAV/Ngandajika (à travers une fiche d'activité). Les activités ont démarré et se déroulent sans problème majeur.

La convention de subsides avec le partenaire Don Bosco avait pris elle aussi du retard. Le délai était dû à plusieurs problèmes de gestion interne du partenaire rencontrés durant le scan organisationnel. Les problèmes, en particulier administratifs et notamment liés à la comptabilité, à la gestion d'achats et au manque d'un manuel de procédures. Une FA intermédiaire a pallié à cela et la convention de subsides a été signée début de 2022.

La convention de subside avec BSF a subi des retards d'implémentation suite à la pandémie et a été prolongée par avenant jusqu'au mois de juin 2022.

Divers marchés publics importants sont également en cours d'exécution. Ainsi :

- Marché de fourniture et livraison d'une centrale de production de biogaz à Mbuji Mayi pour la mise en place du projet pilote de service d'assainissement dans la ville de Mbuji Mayi ;
- Mobilisation du contrat cadre « bureau d'étude » pour la rédaction de l'analyse fonctionnelle/APS/APD/DAO pour la construction du CdR MJM ;
- Marché de fournitures et travaux relatifs à l'installation d'un système d'irrigation pour le Centre d'Application des Métiers (CDA) de l'institut de Mazarello (MP 30) en passe d'être finalisé.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

L'intervention s'attelle autant que possible à « travailler avec les partenaires » et pas « à la place des partenaires ». Cela se traduit par plusieurs Conventions de subsides initiées et suivies par le projet : Mazzarello, INPP et Don Bosco notamment. Les capacités techniques, organisationnelles et managériales des acteurs des incubateurs constituent encore aujourd'hui le défi majeur en vue d'atteindre des résultats durables dans le domaine de l'incubation mais des avancées ont été observées et seront détaillées ci-dessous.

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs

Outcome : Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducationnelle du Kasai Oriental et le territoire de N'Gandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente incluant des cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.				
Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible finale
Augmentation de l'effectif d'apprenants sur toute la période d'intervention en ce y compris les filles	2327	4457	4748	2500
Nombre d'apprenants/de bénéficiaires accompagnés vers l'insertion professionnelle	0	254	1045	1600
Nombre de bénéficiaires insérés all in	0	75	456	1000

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

A) Augmentation de l'effectif d'apprenants sur toute la période d'intervention en ce y compris les filles

Cette année encore, nous observons un taux de réussite de 100% aux examens d'Etat dans les CDA appuyés. La valeur ajoutée de l'alternance sur la qualité de la formation des jeunes y est sans doute pour beaucoup. Ces réussites année après année stimulent également d'autres parents à envoyer leurs élèves dans les filières techniques.

Lors de l'année scolaire 2020-2021, 434 apprenants des filières de mécanique générale, agriculture, vétérinaire, transformation alimentaire et menuiserie ont bénéficié de 2 jours en entreprises conventionnées chaque semaine.

En 2021-2022, ce sont plus de 453 jeunes qui bénéficient de l'alternance. EDUKOR a élargi la prise en charge de l'alternance à la couture, filière qui n'était pas concernée par l'approche jusqu'alors.

Pour ce qui est de l'augmentation du nombre des filles dans les filières techniques, nous notons également un taux d'augmentation de 141 % (918 filles inscrites en 2014-2015 et 2211 en 2021-2022). Ici encore, les participantes aux formations courtes axées métier ont été prises en compte.

Un taux de rétention de 100% des filles pour l'année scolaire 2020-2021 a été rapporté. Ceci est considéré comme un résultat important par le projet.

A noter que le dépassement important de cet indicateur n'est pas anodin : la cible (2500) représente la capacité d'accueil de nos CDAs et l'on peut considérer que si l'augmentation des effectifs est une bonne chose, les conditions d'apprentissage

auraient également dû être prises en compte lors de la rédaction du projet (augmentation du nombre de classes).

B) Nombre d'apprenants/de bénéficiaires accompagnés vers l'insertion professionnelle

L'année 2021 a été l'occasion pour le projet de mettre à l'échelle l'accompagnement des porteurs de projet vers l'auto-emploi. Le travail de mobilisation et de mise en commun des acteurs de l'insertion effectué en 2020 a fini par porter ses fruits et l'opérationnalisation effective de l'incubateur a eu lieu.

La formalisation des acteurs de l'insertion en ASBL reconnue est également le signe d'une appropriation de l'activité par les partenaires. Cette formalisation est considérée comme un succès par le projet.

Il sera néanmoins important de définir des modalités d'autonomisation (même à long terme) du processus d'incubation, notamment via la rédaction d'un business model. Une consultance en ce sens sera lancée en 2022.

Nous pouvons dénombrer pour 2021 l'accompagnement de **1045** personnes :

- 7 encadreurs formés pour l'incubateur urbain
- 6 encadreurs formés pour l'incubateur rural
- 19 encadreurs formés pour l'activité des mamans Don Bosco
- 6 coachs formés à la permaculture à MAZZARELLO
- Formations courtes :
 - 80 formations courtes à l'INPP (37 filles et 43 garçons)
 - Esthétique et Coiffure - (20 ; 20f, 0g)
 - Construction (Carrelage et Plomberie sanitaire) – (20 ; 3f, 17g)
 - Maintenance Photovoltaïque – (20 ; 3f, 17g)
 - Transformation agro-alimentaire - (20 ; 12f, 8g)
 - 171 formations courtes des jeunes et mamans à MAZZARELLO (32 filles et 138 garçons)
 - 17 formations courtes en Mécanique Don Bosco (4 filles et 13 garçons)
 - 20 personnes formées en vannerie (19 femmes, 1 homme)
 - 70 jeunes formés en maçonnerie MAKALA (16 filles et 54 garçons)
 - 340 mamans accompagnées par Don BOSCO
 - Agriculture (60)
 - Elevage (70)
 - Coiffure (45)

- Cuisine (45)
- Savonnerie (60)
- Pâtisserie et boulangerie (60)
- 61 formations courtes en permaculture à l'ITAV dont 14 filles et 47 garçons
- 36 mamans FAIF accompagnées à la conduite de l'élevage des lapins (25 femmes et 11 hommes)
- 37 personnes formées FAIF en savonnerie (27 femmes et 7 hommes)
- 8 personnes formées à la traction bovine
- 30 jeunes participants au concours métiers (25 garçons et 5 filles) (renforcement technique 61 et en softskills)
- 136 accompagnés dans 28 projets incubateur rural (46 femmes et 90 hommes) (35 formés en entrepreneuriat, dont 8 femmes et 27 hommes), 6 d'entre eux ont bénéficié d'un stage pour renforcement de capacités techniques
- 27 personnes fréquentant régulièrement le club des entrepreneurs
- 13 porteurs de projets pour 8 projets de l'incubateur Urbain
 - 1 pâtisserie (2 porteurs projets)
 - 3 menuiseries (6 porteurs projets)
 - 1 cinéma (1 porteur projet)
 - 2 coupe/couture (3 porteurs projets)
 - 1 élevage lapins (1 porteur projet)

Sur la totalité des accompagnés, un total de 840 personnes a pu bénéficier d'une formation courte et axée métier en 2021. 54 personnes ont également pu bénéficier d'un stage en entreprise à l'issue de leur formation courte. Afin de ne pas faire des doublons, les stages ne sont pas comptabilisés dans l'indicateur des personnes accompagnées.

C) Nombre de bénéficiaires insérés all in

Comme nous l'envisagions à la rédaction du Rapport 2020, les insertions se sont accélérées en 2021, ce qui nous conforte dans l'idée que les stratégies mises en œuvre par le projet sont les bonnes. Afin d'atteindre les objectifs qualitatifs et quantitatifs (mais sans concession sur la qualité des appuis) que le projet s'était fixé, diverses activités ont été mises en œuvre répondant chacune à l'un ou l'autre de ces objectifs. En 2022, en plus de continuer l'appui à l'insertion (en auto-emploi principalement), l'accélération de MPME sera également envisagée au travers de la Csub qui sera signée avec Don Bosco.

Le projet considère que **456** insertions ont été réalisées en 2021 :

- Diverses insertions ont eu lieu directement suite aux activités mises en œuvre par Edukor. Ces insertions répondent aux critères d'insertion fixés par le projet et sont nombreuses (46). Elles doivent être considérées dans les chiffres finaux. Les bénéficiaires de ces emplois ont tous obtenus, à court ou à long terme, une (première) expérience, et un accompagnement/Renforcement des Capacités qui sera valorisable par la suite.
 - 1 stagiaire au sein de l'équipe EDUKOR ;
 - 8 encadreurs pour l'incubateur urbain ;
 - 10 RH pour l'incubateur rural ;
 - 19 encadreurs pour l'activité des mamans à Don Bosco ;
 - 2 encadreurs pour l'activité du FAIF ;
 - 6 formateurs/coachs en permaculture à Mazzarello.

D'autres insertions ont bien entendu également eu lieu :

- 30 jeunes insérés en maçonnerie suite à leur formation courte (emploi salarié et auto-emploi)
- 17 jeunes insérés en mécanique (emploi salarié et auto-emploi)
- 63 personnes recrutées pour les ASUREP
- 13 projets issus de l'incubateurs urbain en auto emploi + 8 insertions indirectes
- 1 jeune inséré suite au concours métier (auto emploi)
- 220 mamans insérées suite à l'activité Don Bosco
- 50 porteurs de projet en production maraîchère à MAZZARELLO (auto-emploi, auto-emploi en groupe)
- 8 insertions suite à l'alternance (4 à la boulangerie Gauchène et 4 dans les menuiseries)
- 8 insertions en technique PIF (sortants 2018-2019)

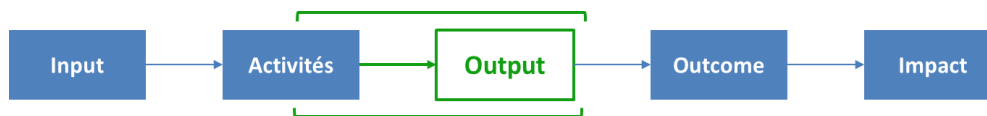
Au regard du projet, tous les porteurs de projets qui totalisent un minimum de trois mois d'activité génératrice de revenus sont comptabilisés comme « insérés ». Ce critère est commun à toutes les intervention Education / Formation / Emploi d'Enabel en RDC.

Chacune des insertions mentionnées ci-dessus, dans leurs réussites et dans leurs échecs, est considérée comme un succès pour Edukor.

Certaines activités sont mieux réalisées que les autres ; génèrent extrêmement peu de revenus ou ont plus de mal à atteindre une vitesse de croisière, mais l'appui effectué

par le projet aura un impact à long terme sur chacun des porteurs de projets en termes d'apprentissage.

3.3 Performance de l'output 1



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : La coordination, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP sont améliorées par l'introduction d'une gestion digitalisée intégrée des établissements				
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible finale
Nombre de Progiciels scolaires installés et opérationnels dans les CDA et dans les bureaux gestionnaires de l'ETFP (PROVED, SOUS PROVED, SECOPE, CDR)	0	0	4	10
Nombre de CDA obtenant une note de plus de 50% sur leur gouvernance à l'issue des évaluations conjointes	0	3	4	4
Nombre d'Unités de production soutenues dans les 5 CDA obtenant une note de + de 50% à l'issue des évaluations conjointes	4	7	7	8
Appropriation quantitative et qualitative de l'utilisation du progiciel de gestion par le PROVED	0	0	0	3

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ³	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁴	En sérieux retard ⁵
1 Contribuer à l'adaptation et à la mise en place du progiciel scolaire dans les établissements soutenus, le Ministère et les CDR		X		
2 Contribuer à l'amélioration de la gestion et de la gouvernance des établissements et des unités de production		X		
3 Accompagner la coordination et la concertation des acteurs impliqués dans l'ETFP au niveau provincial via la digitalisation			X	

⁴ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁵ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

4 Soutenir le développement et la gouvernance des CdA de Mbuji Mayi		X		
5 Soutenir le développement et la gouvernance de l'ITAV Ngandajika		X		

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Progiciel et digitalisation

La mise en place du progiciel de gestion, et la digitalisation des établissements et du ministère de l'EPST constituent les activités principales du résultat 1.

Après de nombreux mois de travail, le progiciel a été mis en place dans les 5 CDA appuyés par le projet, pour une partie des modules (ainsi, le module sur l'insertion a volontairement été laissé de côté et nécessite encore quelques améliorations). Une première formation d'acculturation à l'outil Windows a été réalisée, et celle-ci a été suivie de près d'une formation à l'utilisation du progiciel. Grâce à ces formations, 37 enseignants utilisent activement l'outil informatique et 26 personnes sont aptes à utiliser le progiciel.

Les matériels nécessaires à la mise en œuvre du progiciel (ordinateurs, laptops, modems, etc.) ont également été distribués aux bénéficiaires identifiés.

L'abonnement internet a été assuré dans tous les 5 CDA.

Infrastructures

La remise du Teacher Resource Center au bénéfice de la Division Provinciale de l'Education a eu lieu et les clés du bâtiment ont pu être remises au partenaire lors d'une cérémonie organisée en mars 2021.

Deux systèmes d'accès à l'énergie solaire ont été installés dans les CDAs de Mazzarello et de Don Bosco. Ces systèmes permettent l'alimentation des laboratoires informatiques et l'éclairage des différents bâtiments.

Suite à une forte tempête, la toiture de l'atelier de soudure du CDA ESTK a été endommagée. Le projet a pu appuyer financièrement le partenaire dans la réfection de cette toiture.

Appui à la gouvernance

Afin d'accompagner nos partenaires vers une meilleure gouvernance et vers une gestion facilitée et digitalisée de leurs établissements, le progiciel de gestion a été implémenté (cfr. supra).

Les projets d'établissements ont été finalisés et signés dans les 5 CDA. Ces projets d'établissements ont été revus en plénière avec le partenaire EPST et le contrat de redevabilité a été adopté par toutes les parties. L'ATN management scolaire effectue un suivi rapproché dans les établissements par rapport aux projets d'établissement. Des missions de supervisions conjointes (avec le partenaire EPST) ont également été réalisées dans chacun des établissements appuyés. Si ces supervisions sont organisées essentiellement pour aider nos partenaires à améliorer leur gouvernance, certains axes de ces supervisions rejoignent également la mise en œuvre des projets d'établissements.

Tous les CDA ont également été accompagnés à l'élaboration des projets de développement (plan d'affaires). Ainsi, plusieurs formations ont eu lieu au bénéfice de 38 participants composés des enseignants responsables des AGR, Gestionnaires des CDA, responsables des services déconcentrés du Ministère de l'EPST. C'est ainsi qu'en collaboration avec nos partenaires, 16 plans d'affaires ont été rédigés pour AGR des 5 CDAs appuyés par Edukor.

3.4 Performance de l'output 2



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les établissements soutenus proposent une offre de formation pertinente et de qualité en faveur des jeunes apprenants dont une grande proportion des filles				
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible finale
Taux de filles qui bénéficient des formations longues.	43%	92%	75%	40%
Nombre de jeunes garçons et filles bénéficiant de formations de longue durée répondant aux besoins du marché du travail.	313	4051	3908	2500
Nombre de CdA électrifiés/ équipés /réhabilités.	61	3	5	5
Nombre de porteurs de projets bénéficiant de formations de courte durée répondant aux besoins du marché de travail.	-	463	840	1200
Taux de filles qui bénéficient des formations courtes.	0	39%	63%	40%
Nombre de sortants des CdA insérés via les incubateurs urbain et rural.	99	51	13	100

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁶	État d'avancement Les activités sont :
---	---

	En avance	Dans les délais	Retardées ⁷	En sérieux retard ⁸
1 Susciter la mobilisation communautaire pour les inscriptions massives des filles dans l'ETFP		X		
2 Soutenir la formation dans les CDA appuyés		X		
3 Soutenir la formation courte pratique des apprenants à l'IT Mazzeello		X		
4 Intégrer l'approche de la formation en alternance		X		
5 Financer des formations techniques au bénéfice des formateurs enseignants des cours pratiques et d'entrepreneuriat		X		
6 Mettre en oeuvre dans les établissements ciblés une stratégie D4D adaptée		X		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Inscription et rétention des jeunes filles dans les filières techniques

Les efforts visant à augmenter la part représentative des jeunes filles dans la chaîne de valeur formation emploi ont été poursuivis, le taux des inscriptions des filles dans les filières techniques a bien augmenté depuis 2014 (141% en ce compris les filières courtes).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces résultats :

- Diffusion d'une large campagne médiatique pour l'inscription massive des jeunes, et en particulier des filles dans les filières de l'ETFP (campagne radiophonique via 3 micro-programmes et 3 spots diffusés chacun sur 4 radios différentes, deux fois par jour pendant deux mois environ). L'objectif visé par cette activité était de provoquer, par la sensibilisation, le changement de comportement dans les communautés kasaïennes en ce qui concerne les ETP en favorisant une forte intégration des jeunes dans les filières techniques afin de les faire accéder, à un pourcentage élevé, à une formation technique de qualité et adaptée aux besoins du marché d'emploi ;
- Organisation d'une Tribune d'Expression Populaire sur le sujet avec intervenants et troupe de théâtre (environ 300 personnes ont assisté);
- Continuité de l'appui aux activités génératrices de revenus (deux AGR : les « mamans savons » de Ngandajika et Mazzeello) pour soutenir les inscriptions et la rétention des filles dans les filières techniques. Ces activités ayant démontré un impact important au fil du temps sur la rétention des filles, le projet envisage d'implémenter de nouvelles AGR des parents ayant pour but la rétention des filles au sein des CDAs MAKALA et ESGTK au cours de l'année 2022 ;

⁷ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

⁸ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.
Rapport des résultats

- Disponibilisation de 72 bourses d'excellence pour les jeunes filles issues des CDAs Makala et ESGTK.

Ces différentes activités ont permis d'atteindre un taux d'augmentation d'inscription des filles de 141%. Ici encore, les participantes aux formations courtes axées métier ont été prises en compte. D'autres résultats potentiels ont été identifiés par le projet : d'autres écoles professionnelles et techniques font état de l'augmentation des inscriptions des filles dans leurs filières (témoignages collectés lors de la TEP), et les CDAs se disent être submergés par les demandes d'admission dans les filières techniques, et certaines demandes d'inscriptions sont référencées dans les écoles techniques affiliées.

Par ailleurs, des modèles de succès commencent à se créer à travers les filles formées dans les CDA et qui obtiennent des trophées lors des concours provinciaux et nationaux des métiers (une fille participant au concours provincial en menuiserie et une en mécanique moto), en concurrence avec les garçons, ce qui crée un effet émulateur pour les filles aspirantes aux filières techniques. Le succès des filles insérées dans les filières techniques exerce aussi une influence positive sur toute la communauté quant à la nécessité de la présence des filles dans le secteur de l'ETP.

Il est également important de mentionner l'engouement des filles dans les formations courtes en maçonnerie (6 filles dans la première cohorte et 10 dans la deuxième cohorte). Cet élément constitue une sensibilisation indirecte des autres filles.

Formations longues

Cette année (année scolaire 2021-2022), ce sont au total 3908 jeunes qui ont fréquenté les établissements que nous appuyons. C'est une évolution significative par rapport à l'année précédente, qui s'explique par les différentes activités que nous avons mises en œuvre : appui à la rétention, amélioration de la qualité de la formation grâce aux stages en alternance et aux consultances réalisées à l'ITAV, appui à l'électrification, appuis matériels, relance des champs d'application, etc. Le taux de réussite de 100% à l'examen d'état dans nos établissements depuis plusieurs années, ainsi que la dotation en matériels techniques de qualité et en matériel IT (labo NTIC) contribuent sans aucun doute à l'augmentation constante des effectifs dans les établissements appuyés par le programme.



Consultance à l'ITAV

Formations courtes

Comme cela était prévu, le projet a augmenté le nombre de formations courtes et axées métier dans le secteur des filières identifiées comme porteuses. Cette stratégie devrait permettre d'améliorer l'adéquation entre formation et emploi, et de renforcer les compétences techniques des porteurs de projets. Diverses formations ont été organisées :

- L'année 2021 a été marquée par le lancement des formations courtes et orientées métiers à l'ITP Mazzarello. Malgré les difficultés liées au transfert des fonds, 3 cohortes d'apprenants ont été formés et accompagnés dans la mise en œuvre des apprentissages en vue de leur insertion (50 personnes ont été insérées). Les résultats obtenus ainsi que les difficultés rencontrées (commercialisation principalement) par les bénéficiaires ont conduit à la contractualisation d'un avenant à la Convention de subside. Afin de faciliter les pratiques professionnelles des apprenants au sein du CDA, le système d'arrosage/irrigation a été aménagé et le champ d'application sécurisé (construction d'une clôture).



Apprenants formés en permaculture à Mazzarello

Champs personnels à Miya

- Une première cohorte de 30 jeunes (dont 6 filles) a été formée en maçonnerie au sein de l'école de Makala. Ces 20 jeunes ont ensuite été mis en stage sur différents chantiers et la totalité de ces jeunes a été engagée à la suite de leur stage. Une deuxième cohorte de 40 jeunes (dont 10 filles) a été lancée.



Formation courte en construction à Makala

- En mécanique moto, ce sont 24 apprenants au total (dont 4 filles) qui ont fini leur formation et obtenu ainsi leurs brevets d'aptitude professionnelle en collaboration avec la Division des Affaires Sociales. Ces 24 apprenants ont également bénéficié d'un stage en entreprise (garages de la ville).
- Lancement en juillet de la Csub INPP au bénéfice de 300 apprenants. 80 porteurs de projet ont déjà bénéficié d'une formation courte à l'INPP. Dans la foulée de ces formations, l'incubateur urbain tente de négocier des stages pour les apprenants. Ainsi, quelques apprenants de la filière de maçonnerie (plomberie domestique et carrelage) ont pu bénéficier d'un stage au chantier Samuel Mutombo à Tshibombo village.

Alternance et stage

L'alternance 2020-2021 a été marquée par des réorientations stratégiques visant la pérennisation de cette approche. Ainsi, le coût de l'alternance a été réduit d'environ 65 %, tout en augmentant le nombre d'élèves bénéficiaires d'environ 60%. Le succès de résultat est dû au fait que les structures/entreprises/ateliers proches des écoles ont été privilégiés ; les structures éloignées nécessitant les frais de logement et/ou de restauration n'ont plus été retenues. Ce revirement stratégique a permis de réduire le nombre d'apprenants pouvant être en même temps dans une structure. Ceci dans l'objectif d'améliorer la qualité de leur apprentissage. En 2020-2021, 434 jeunes ont bénéficié de l'alternance.



Alternance pour les élèves de l'ESGTK au sein des ateliers de la MIBA

Au cours de l'année scolaire 2021-2022, les réorientations de l'année 2020-2021 ont été prises en compte : privilégier les structures proches des écoles et réduire de nombre d'apprenants présents dans une structure / jour. Un élément supplémentaire a été ajouté dans l'approche : la contribution des CDA en réduisant ou supprimant les frais de transport des encadreurs. L'alternance a donc été reconduite pour l'année 2021-2022, au bénéfice de 453 jeunes.

Cela étant, et malgré la réduction importante du budget nécessaire à l'alternance, le coût (environ 85 000\$/année) ne permettra pas au partenaire de reprendre telle quelle cette activité. Le projet se donne pour défi en 2022 d'accompagner le partenaire vers une stratégie de sortie en réorientant une nouvelle fois l'approche, par exemple en développant un système où les étudiants démarchent eux-mêmes les entreprises d'accueil.

Il est également important de noter que contrairement aux années antérieures, pour cette année 2021, la formation en alternance a permis l'insertion dans l'emploi salarié de 15 jeunes au total dont 4 jeunes de Mazzarello dans la filière de transformation à la boulangerie GAUCHENE, 4 jeunes de MAKALA en menuiserie, 7 jeunes de Mazzarello en agriculture qui sont dans l'auto-emploi dans la production agricole.

Différentes opportunités de stage ont également été organisées pour nos apprenants au sortir de leur formation. 54 jeunes ont ainsi pu bénéficier d'une première expérience en entreprise, afin de les familiariser avec le monde du travail : mécanique, énergie photovoltaïque, maçonnerie, etc. Ces stages ont également débouché sur des opportunités d'emploi (ex. les 30 jeunes maçons sont tous considérés comme insérés, en emploi ou auto-emploi).

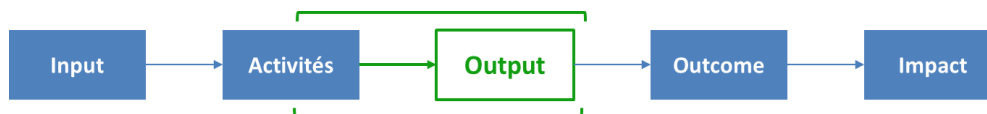


Stage en photovoltaïque

Digitalisation

L'appui à la digitalisation s'est intensifié en 2021, et de nombreuses activités ont été mises en œuvre. Le détail de ces activités et les résultats obtenus peuvent être trouvés en point 7.3.

3.5 Performance de l'output 3



3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : Un dispositif d'incubation urbain multifonctionnel permet à un nombre accru de jeunes et des femmes d'accéder à un emploi décent.				
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible finale
Nombre d'accompagnés vers l'insertion en zone urbaine	0	50	967	1300
Nombre de personnes insérées via incubateur urbain	0	12	436	600
Nombre d'entreprises issues de l'incubateur urbain	0	0	20	-
Nombre de personnes insérées via les services d'accélération des MPME existantes	0	-	214	40
Nombre de personnes accompagnées à l'emploi salarié	0	5	71	200

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ⁹	En sérieux retard ¹⁰
1 Préparer, un dispositif d'incubation multipartenarial visant l'insertion professionnelle en milieu urbain		X		
2 Construire un dispositif d'incubation multipartenarial visant l'insertion professionnelle en milieu urbain			X	
3 Contractualiser une Convention de subides pour prestations de services d'insertion			X	

⁹ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁰ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

4 Opérationnaliser l'incubateur Centre de ressource multifonctionnel par convention de subside			X	
--	--	--	---	--

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

L'année 2021 a connu plusieurs contraintes qui ont rendu compliquée l'atteinte des objectifs. Les restrictions dues au Covid 19 et le mauvais climat économique ont mis beaucoup de pression sur les entreprises appuyées à travers l'incubateur. Entre autres, nous avons noté une augmentation des tracasseries par les agents de l'état, des fluctuations de prix et l'indisponibilité d'intrants et d'équipements. Cette situation précaire n'a pas été favorable au taux de remboursements de certaines entreprises comme les menuisiers ou les pâtisseries qui ont noté soit un manque de vente, soit un manque de liquidité et d'intrants pour continuer leurs activités. Cette situation incite également les jeunes à migrer de la région vers d'autres endroits plus favorables comme Lubumbashi et Kinshasa. Certains entrepreneurs comme celui de l'élevage de lapins et le cinéma se focalisent plutôt sur leurs études et cherchent à trouver des opportunités de partir au lieu de s'investir dans leurs entreprises. D'autres entrepreneurs encore, notamment dans la filière de transport (moto-taxi) ont volé les équipements qu'ils avaient reçus sous contrat de location-vente et ont fui la région. Nous avons pris tous ces cas comme leçons apprises et nous avons ainsi révisé l'approche pour les deuxièmes et troisièmes cohortes.

Cela étant nous avons également constaté certains succès. Le système de location-vente et le coaching des équipes de l'incubateur sont bien appréciés par les entrepreneurs. Les taux de remboursement de tous les projets sont à une moyenne de 75%.

Avec les femmes vulnérables de Don Bosco, nous avons constaté également des taux de remboursements élevés et une satisfaction parmi les bénéficiaires.

Les entrepreneurs motos taxis avec lesquels nous avons constaté quelques soucis arrivent à rembourser leurs équipements relativement correctement avec peu d'exceptions. 3 ont déjà terminé leurs remboursements, 2 termineront dans le courant du mois de janvier 2022 et 2 ont déjà acheté une deuxième moto, ce qui signifie le lancement d'une vraie micro-entreprise.

L'influx du grand nombre de propositions pour les nouvelles cohortes signifie que les entrepreneurs de la ville commencent à connaître le dispositif d'incubation, ce qui nous conforte que l'approche est effective. Ceci se traduit aussi dans une participation vive dans les réunions hebdomadaires du club d'entreprenariat.

Les efforts sont aussi reconnus par nos partenaires qui continuent leur profonde implication dans les activités comme le concours métiers, les événements ad hoc (Grand Kasai Business Meeting) et d'autres. Ce partenariat est aussi bien visible dans la formalisation de l'Asbl RALDEKOR qui rassemble plusieurs acteurs de la société civile, le secteur privé et le secteur publique.

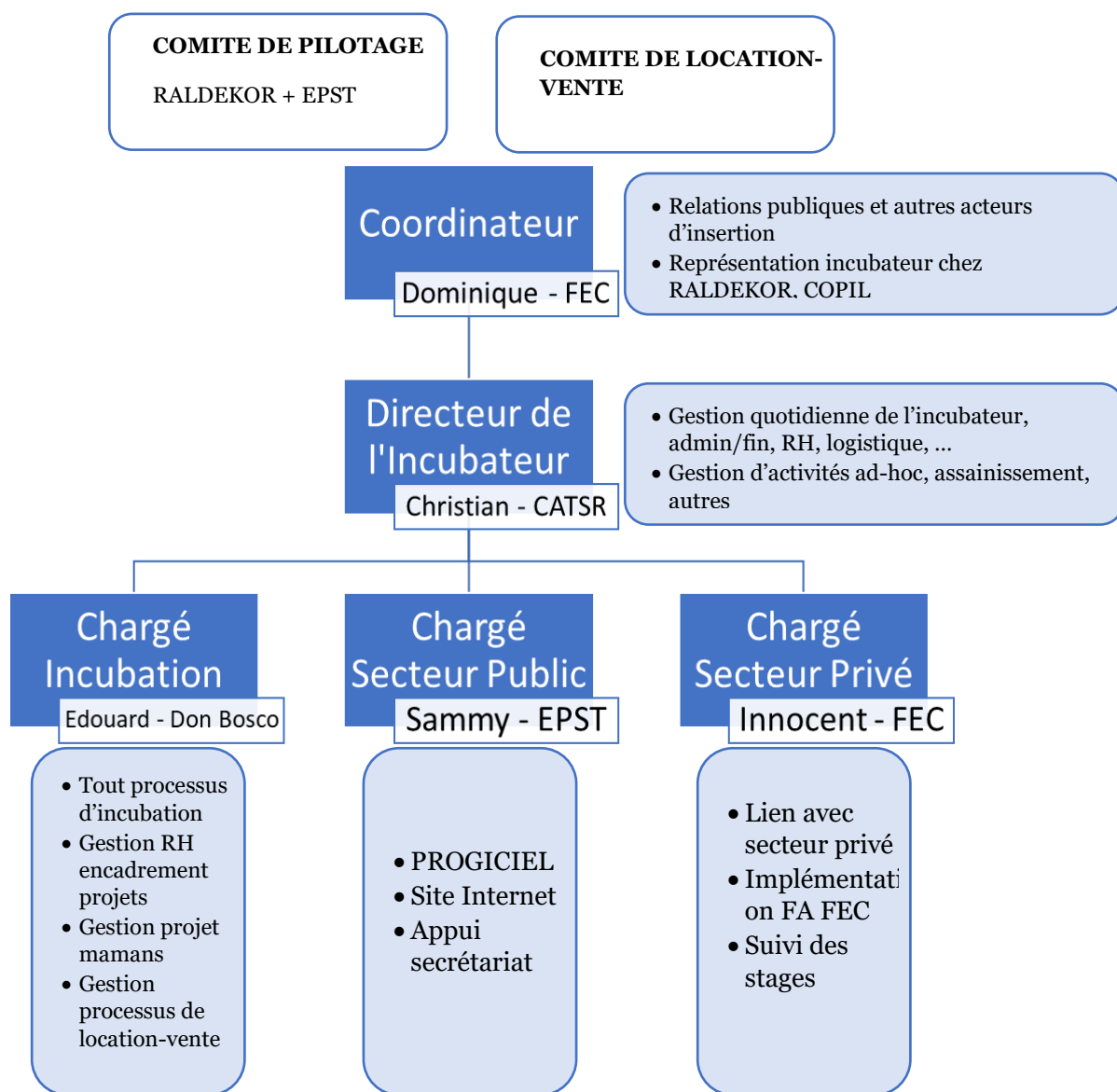
Les activités d'insertion professionnelle mises en œuvre par le projet incluent plusieurs approches ; l'une quantitative (ex. appui à de grandes cohortes de mamans vers des micro-entreprises) et l'autre qualitative (ex. cohortes suivies par l'incubateur). Ces deux stratégies sont indispensables à l'atteinte des résultats du projet. D'un côté, il y a des activités liées à l'appui du micro-entreprenariat et l'auto-emploi plutôt axé vers

l'appui technique (moins d'appuis matériels, ex. les mamans) et de l'autre, le projet appuie des entreprises avec des montants plus importants et un accompagnement plus rapproché (ex. cohortes de l'incubateur). Ces différentes approches sont importantes car l'insertion professionnelle dans le territoire est encore [en](#) phase d'expérimentation.

Opérationnalisation de l'incubateur

Les activités du Résultat 3 se trouvent en milieu urbain, dans la ville de Mbuji-Mayi, avec comme point focal l'incubateur urbain qui est à présent situé dans un bâtiment loué. Cet incubateur est géré par une collectivité multi partenariale qui a été formalisée en ASBL en 2021, RALDEKOR (Regroupement des Acteurs Locaux pour le Développement du Kasai Oriental). Le fait que les acteurs de l'insertion à Mbuji-Mayi formalisent leur mise en lien via une ASBL est une réussite importante du projet cette année.

La structure organisationnelle de l'incubateur a aussi été définie et est pilotée principalement par la FEC, Don Bosco, CATSR-EAMO du côté privé/associatif et de l'EPST pour le côté gouvernemental. Un organigramme a été établi et les postes ont été pourvus.



ig : Organigramme de l'incubateur urbain

Pour formaliser les différents appuis de chaque partenaire, nous avons voulu concrétiser les appuis à travers plusieurs Conventions de Subsidés. La plus importante était celle avec Don Bosco qui s'occupe de l'insertion. Avec CATSR AMO une autre CSub était prévue et avec d'autres partenaires, il s'agissait plutôt de Fiches d'Activités.

S'agissant de Don Bosco, comme nous l'avons affirmé plus haut, des insuffisances au niveau de la gestion administrative et financière avaient retardé la signature de la CSub. Une FA intermédiaire a pallié à cela et les capacités du partenaire ont été renforcées via une consultance externe. Deux ressources (un comptable et une secrétaire/caissière) ont été recrutés, et un Règlement d'Ordre Intérieur a été rédigé pour le Centre.

Cette Convention de subsidés s'axe sur deux résultats, qui permettront de continuer les stratégies que le projet a commencées :

- 125 porteurs de projets issus de l'environnement socio-économique de Mbuji mayi sont effectivement insérés à travers de nouveaux projets et

entreprises ou l'accélération d'entreprises existantes (stratégie « qualitative » : coaching et appui matériel conséquent).

- 610 mamans vulnérables de Mbuji-Mayi sont accompagnées à l'insertion professionnelle via un appui à l'amélioration des revenus de leurs micro-entreprises (stratégie « quantitative » : formation pratique, micro-entreprises et suivi quotidien).

L'appui des premières entreprises et des femmes vulnérables de Don Bosco a porté des fruits et nous a aussi aidé à perfectionner l'approche de location-vente et les étapes de démarrage d'entreprises visant la mise à l'échelle. En 2021, les premières micro-entreprises ont terminé leurs remboursements de location-vente et donc ont terminé leur parcours d'incubation. L'approche en 2022 sera axée également sur l'accélération et assurera un appui aux entreprises existantes qui ont toujours besoin d'un parcours d'incubation/d'un appui et qui ont une capacité d'engager plus de personnel pour augmenter le nombre d'insertions par entreprise.



Sensibilisation d'un groupe de mamans
accompagnées par le CDA Don Bosco

Une étude utile pour diriger les nouvelles interventions a été réalisée en juin 2021 : l'identification des métiers porteurs de Mbuji-Mayi et Ngandajika. Elle a permis au projet de mieux cibler les filières et d'aider mieux les partenaires à établir des plans stratégiques pour le développement de la région. Le projet aura recours à cette étude jusqu'à la fin du projet pour accompagner au mieux les porteurs de projet sélectionnés pour un appui via les incubateurs.

Le partenariat avec la FEC a aussi été renforcé avec une FA pour assurer leur implication dans l'incubateur visant le démarchage pour des stages et organiser le réseautage entre les entreprises. Une deuxième FA de renforcement stratégique organisationnel est en cours pour signature début 2022.

Suite à la Convention de subsides signée avec l'ONG nationale CATSR AMO (Comité d'Appui au Travail de Rue / Action Milieu Ouvert) en mars 2019, le projet envisageait la signature d'une deuxième CSUB avec CATSR en 2021, mais l'organisation n'a pas réussi à proposer des activités efficaces/efficientes par rapport au budget requis (budget/insertion très élevé). Nous avons poursuivi plusieurs enquêtes pour assurer une bonne proposition en collaboration avec leur siège national et leur partenaire international mais la Convention n'a pas pu aboutir. Plusieurs problèmes de gestion

internes au partenaire ont finalement conduit l'intervention à reconsidérer cette Convention de subsides. Finalement le budget a été réalloué à d'autres activités.

L'opérationnalisation de l'incubateur est un résultat important atteint en 2021. De nombreux porteurs de projet ont depuis lors bénéficié de services « financiers » et non financiers :

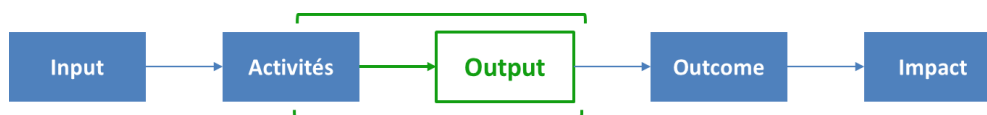
- Un total de 115 jeunes affiliés à plusieurs PME ont bénéficié d'une initiation à l'entrepreneuriat et d'un renforcement de capacités par les 36 réunions du club des entrepreneurs tenues à l'incubateur urbain.
- L'incubateur a réceptionné 319 projets d'entreprise. 95 d'entre eux ont reçu une assistance de l'incubateur pour rédiger leur Business plan.
- 57 porteurs de projets ont été sélectionnés en 2021 pour parcourir le processus d'incubation. (appui-conseil, formalisation, formations courtes)
- 13 porteurs de projets ont reçu un appui financier par le modèle de location-vente.
- 1 porteur de projet du projet pilote propre assainissement est en cours de formation et aura des services financiers par location-vente en 2022.

Construction du Centre de Ressources

Le partenariat public-privé de RALDEKOR et l'EPST (formalisé par l'INCUBAKOR) sera doté d'un bâtiment construit par EDUKOR pour y héberger l'incubateur. L'ESPT a alloué un terrain pour la construction, sur la parcelle du CDA Makala dans la commune de la Kanshi, non loin de Bonzola.

Afin de mener à bien cette construction, le projet a fait appel au Contrat cadre pour les bureaux d'étude, et la société SHER a été alignée pour répondre aux besoins du projet (Analyse Fonctionnelle / APS / APD / DAO). Malheureusement, le consultant a accumulé de nombreux retards et n'a pas atteint les attentes du projet (ex. mise en demeure à la suite de la piètre qualité du rapport de l'analyse fonctionnelle). Ces éléments ont causé un retard important dans cette activité considérée comme un dossier prioritaire et à la fin du mois de décembre 2021, les plans ne sont toujours pas validés. Diverses mesures ont été prises pour essayer de mitiger le risque de retard dans la construction, et la ligne du temps prévoit maintenant une fin de construction en juin 2023.

3.6 Performance de l'output 4



Output 4 : Un pôle de développement agricole est déployé au centre du terroir de Ngandajika.				
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible finale
Nombre de solution mis en œuvre suite à l'identification des problèmes des filières faite avec tous les acteurs du territoire.	0	-	-	1
Taux d'exécution du plan d'action stratégique.		0	0	20%
Nombre de bénéficiaires accompagnés par l'incubateur rural	0	0	191	300

Nombre de bénéficiaires insérés via l'incubateur rural	0	0	12	300
Nombre d'élèves sortants de l'ITAV installés en auto-emploi.	0	43	8	300

3.6.1 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités	État d'avancement :			
	En avance	Dans les délais	Retardés	En sérieux retard
1 Appui au rapprochement et à l'agrégation des acteurs porteurs du pôle de développement agricole de Ngandajika autour d'un plan de développement local.		X		
2 Appui aux chaînes de valeur agricole		X		
3 Appui au renforcement et à la formation du capital humain		X		
4 Stimulation et accompagnement de l'auto-entreprenariat agricole via l'incubateur intégré au pôle de développement agricole		X		
5 Facilitation de l'accès à des sources d'énergie durable				x

3.6.2 Analyse des progrès réalisés

En dépit des difficultés (principalement dues à la contradiction des dynamiques de développement local nécessitant une stratégie à (très) long terme dans une logique projet à court terme), un pas a été réalisé dans le processus de mise en place de la dynamique PDA dans le terroir de Ngandajika.

Appui au rapprochement et à l'agrégation des acteurs locaux

Les activités visant le rapprochement et l'agrégation des acteurs ont continué. Le diagnostic participatif des filières a été finalisé. Grâce à la concertation entre les acteurs locaux et l'identification des problèmes des filières, certaines solutions ont été/sont mises en œuvre ou sont en chantier :

- Mise en relation des pépiniéristes avec les planteurs de Kalambayi ;
- Projet d'entretien des routes de desserte agricoles de Baluba Shankadi porté par le chef de secteur ;
- Mise en place des *Cluster* filières et inter filières ;
- Mise en place des cadres de concertation des ETD ;
- Mise en place des cadres de concertation territoriale ;
- Projet d'appui en bêtes de trait et accessoires d'attelage pour 7 paysans ;
- Projet d'installation de l'unité mixte de transformation des aliments des poissons et volaille.

Appui aux chaînes de valeurs agricoles

La redynamisation des champs d'application à l'ITAV Ngandajika a continué. Sur fonds propres, l'ITAV a reconduit l'expérience pour les cultures maraîchères et vivrières au cours de l'année scolaire 2020-2021 (acquisition des intrants agricoles et mise en place des opérations culturales). Toutefois, les efforts doivent continuer à être fournis, spécifiquement, en ce qui concerne la gestion pédagogique et administrative pour la pérennisation de ces dispositifs dans ce CDA. Par ailleurs, le système

d'arrosage/irrigation pour expérimenter les nouvelles pratiques de maraîchage est en cours d'installation à l'ITAV et pourra s'achever en 2022.

Renforcement du capital humain

Afin de participer au renforcement du capital humain sur le terroir, les formations courtes et orientées métiers ont démarré en :

- Agroécologie et permaculture (orientation maraîchage et élevage) en partenariat avec l'ITAV/Ngandajika et le Ministère de l'éducation de Lomami (au bénéfice de 60 porteurs de projets);
- Traction bovine en partenariat avec AIDN et l'ITAV (35 personnes au départ, pour 7 personnes lancées dans l'activité de traction bovine).

Au cours de l'année 2022, les formations en agroécologie vont se poursuivre (recrutement d'une deuxième cohorte) et des nouvelles formations vont être lancées.

Par ailleurs, dans le but d'appuyer l'amélioration de la qualité des enseignements à l'ITAV/Ngandajika, un renforcement de capacités des enseignants des cours d'option de l'ITAV a été organisé. 2 consultants (1 en agriculture et l'autre en vétérinaire) ont été mobilisés ; ce qui a permis de rendre effective l'utilisation de certains matériels et équipements disponibles à l'ITAV (opérationnalisation du laboratoire vétérinaire). Un suivi rapproché des AGR par ces consultants a également été effectué, et des outils de gestion mis en place.

Stimulation de l'auto-emploi via l'incubateur

Au cours de cette année, l'opérationnalisation de l'incubateur rural a été effective à travers une fiche d'activité. Outre les ressources humaines, une cohorte de 36 projets (y compris ceux accompagnés en traction bovine) a été sélectionnée. Cependant, deux contraintes ont rendu l'atteinte des objectifs plutôt difficile.

Il s'agit :

- Du retard pris dans le financement de 28 projets (ce qui a découragé certains porteurs des projets ; 2 porteurs ont abandonné) ;
- L'expérience de gestion entamée avec PRODI sous la forme de cogestion via les Fiches d'Activité l'a mis dans une situation inconfortable qui ne lui permettait pas d'avoir l'entière responsabilité sur le personnel pourtant recruté par lui. De plus, sa relation avec les autres acteurs du terroir a suscité de sérieuses inquiétudes quant à la possibilité de construire des dynamiques de partenariat multi-acteurs d'incubation rurale. La CSub n'a donc pas encore été réalisée. Des options alternatives sont en train d'être explorées avec le PRODAKOR. L'une d'entre elles consiste à adosser l'incubateur au cadre de concertation inter ETD, mis en place dans le cadre de la dynamique PDA avec un comité de gouvernance spécifique. A travers ce cadre de concertation, il est possible de mettre en place un dispositif de gouvernance multi partenarial regroupant les public/privé/associatif. Une nouvelle FA « test » sera rédigée en ce sens au début de l'année 2022.

A noter que malgré le retard pris dans le financement des projets sélectionnés par l'incubateur, plusieurs porteurs des projets ont amorcé la mise en œuvre des activités. Au total 12/28 projets déjà lancés sans aucun financement/appui matériel d'Edukor, après le renforcement en entrepreneuriat. Cela démontre une motivation importante de la part des porteurs de projet, gage de leur autonomisation. Ils bénéficient de

l'accompagnement (sur le plan technique et de management) des coachs ; les résultats de leurs entreprises (informelles principalement) sont plus que prometteurs. Il y a lieu d'être confiant sur l'atteinte des objectifs du processus d'incubation à Ngandajika, une fois le problème lié au partenariat résolu. Ainsi, une deuxième cohorte des porteurs des projets pourra être sélectionnée au premier trimestre 2022.

Suivi des sortants 2018 et 2019

Le suivi des sortants est une activité résiduelle du DTF initial. Pour l'ensemble des groupes, l'appui financier (intrants, labour...) s'est arrêté au premier trimestre de 2021. L'appui technique a continué pour les sortants ayant poursuivi collectivement ou individuellement les activités. En effet, comme indiqué dans le DTF additionnel, « *Le processus d'accompagnement à l'auto-emploi agricole sera assuré pour les insérés 2018-2019 ayant démontré leur capacité à assurer la viabilité de leur projet entrepreneurial* », deux groupes de jeunes ont été exclus de l'accompagnement. Le groupe dit « Elevage 2019 » a été exclu du fait de l'absence de motivation des membres ainsi que de la non-viabilité de leur activité. L'autre groupe (Tshioji 2018) a été exclu du fait de l'absence de motivation des membres. Un (groupe Tshioji 20) de six (06) groupes positionnés sur la production des cultures vivrières a été exclu. Seuls les groupes « CULTURE VIVRIERE A 2019, CULTURE VIVRIERE B 2019, INERA 2018, COTONNIERE 2018 et PIF » ont continué à recevoir un appui en 2021. Avec le groupe PIF, c'est l'insertion individuelle qui a été expérimentée en 2021.

Un premier rapport sur la saison A 2020 a été établi pour les groupes appuyés à la production vivrière. Globalement, les quantités produites et les revenus à tirer par les sortants (spécialement ceux des groupes « Cotonnaire 2018, INERA 2018, Agriculture A 2019 et Agriculture B 2021) sont largement supérieurs à ceux obtenus l'année passée (saison A 2019, *cfr rapport de l'Etat de lieu des activités des sortants*). Parmi les facteurs ayant contribué à cette amélioration, nous pouvons citer :

- Une conscientisation ayant conduit à la mobilisation des membres qui étaient restés dans les groupes après l'abandon ou l'exclusion des membres moins motivés ou ayant confisqué les biens / matériels des groupes ;
- Un coaching de proximité sur les aspects techniques liés à la production ;
- Une application des mesures inscrites dans le ROI des groupes ;
- Un semis réalisé avant par rapport à l'année passée (quoique toujours en retard par rapport au calendrier agricole de la zone).

Malgré cette nette amélioration observée chez certains groupes, la quantité produite par la plupart de groupes (spécifiquement le groupe PIF) est faible par rapport au potentiel de production des variétés semées. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cela :

- La date de semis : tous les champs présentant une faible production ont été, pour la plupart semés, après le 20 octobre (le 15 octobre correspond à la fin de la période de semis d'après le calendrier agricole de la zone) ;
- Une faible pluviométrie observée en saison A 2020 sur l'axe Mpasu, entre octobre 2020 et fin novembre 2020 ;
- Les attaques de bio-agresseurs, spécialement la chenille légionnaire qui a fortement attaqué le maïs, l'impact a été plus prononcé sur le 625 et 627, car plus fragile aux attaques ;
- Faible engagement des membres de certains groupes : c'est le cas de groupe cotonnaire où seul un membre s'est occupé des champs ; les travaux d'entretien

(sarclage et fertilisation) ont été effectués en retard. D'où la faible production par rapport au groupe INERA alors qu'ils sont sur un même site ;

- Non-prise en compte des conseils techniques donnés pour améliorer le niveau de fertilité des champs pour certains membres du groupe PIF. Vu la structure des champs exploités par deux membres du groupe PIF, il leur avait été fortement recommandé d'apporter de la matière organique en quantité suffisante sans succès. Malgré tous les efforts, cela n'avait pas été réalisé d'où la faible production obtenue ;
- Le vol dans les champs du soja et de l'arachide.

Un rapport global de cette activité sera réalisé dans le courant de l'année 2022, notamment pour les bénéficiaires « PIF » appuyés plus tardivement en 2020.

4 Suivi budgétaire

En 2021, le montant planifié était de 1.847.405 EUR, qui a été exécuté à 95,11 % soit 1.757.085 EUR.

Le suivi budgétaire ci-dessous est fait sur la base du budget modifié de 13 000 000 EUR.

	Budget	Dépenses		Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année n
		Années précédentes	Année couverte par le rapport (n)		
Total	13 000 000,00	9 242 942	1 757 075	1 999 983	95,11%
Output 1	3 260 322,00	3 072 546	187 776	572 779	94,79%
Output 2	1 712 379,00	1 485 532	226 847	116 738	68,71%
Output 3	2 554 411,00	1 998 553	555 858	859 540	88,53%
Output 4	685 520,00	509 167	176 353	458 370	90,58%

Planification Q1-2021	Réalisé 2021	% Exécution
1 847 405	1 757 085	95,11

5 Risques et problèmes

Parmi les différents risques, les risques suivants ont été identifiés et sont considérés comme élevés par le projet EDUKOR (voir ci-dessous). Un suivi rapproché et des actions pro-actives sont prises pour atténuer la probabilité et l'impact de ces risques au maximum, mais il est difficile à l'heure actuelle de pouvoir juger de l'efficacité de ces mesures de mitigation. Les mesures de mitigation sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

- R1. PROGICIEL DE GESTION : Le progiciel a été disponibilisé plus tardivement que prévu, nous aurons donc moins de temps pour l'implémenter et accompagner les partenaires : risque d'une faible appropriation par les bénéficiaires, et donc d'une utilisation réduite de cet outil.
- R2. ALTERNANCE : Au vu du coût, et malgré sa réduction drastique : risque que l'activité s'arrête à la fin de l'intervention. L'intervention ne parvient pas à mobiliser le secteur privé, pour qu'ils acceptent d'accueillir des apprenants de manière gratuite.
- R3. CONSTRUCTION CDR : Retard – risque de ne pas terminer dans le temps imparti.
- R3. INCUBATION URBAINE : Fragilité de l'ASBL en charge du dispositif : l'ASBL, bien que dynamique, est très jeune et doit encore être accompagnée.
- R3/4. INCUBATION URBAINE et RURALE : Risque de ne pas arriver à un équilibre financier (dégager des revenus suffisants pour la pérennité du dispositif).
- R3/4. INCUBATION URBAINE et RURALE : Leasing : retard dans les achats
- R4. INCUBATION RURALE : Délais d'implémentation très courts suite à un premier test peu concluant : risque d'une appropriation trop faible du mécanisme par les acteurs en charge. Fragilité du cadre de concertation en charge du dispositif.

Bien entendu, le risque de (nouvelle) dégradation du contexte économique, déjà identifié, est plus que jamais d'actualité.

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Accentuation de la dégradation du contexte économique : la reprise économique risque de demeurer atone dans le Kasai Oriental et le Lomami tant que des mesures structurelles de relance de l'économie provinciale n'auront pas été prises ce qui produira un impact négatif dans la démarche vers l'impact du projet	06/11/2014	DEV	High	Medium	High
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
Adaptation de l'approche en s'appuyant sur les dynamiques économiques et sociales locales.	CARLIER Lucie	N/A		In Progress	

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Faible collaboration de la part du secteur privé avec un impact sur la rentabilisation et la durabilité des investissements dans le cadre de la formation technique et de l'entrepreneuriat des jeunes	06/11/2014	DEV	Medium	Medium	Medium
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
Assurer, un bon dosage entre les attentes du secteur privé et les bénéfices directs et indirects qu'ils peuvent pro-mériter	CARLIER Lucie	N/A	Dans le cadre du "Projet Pilote de Formation en Alternance" mis en place depuis 2017 plus de 230 jeunes apprenants des CDA appuyés sont en entreprise, à raison de deux jours par semaine tout au long de l'année scolaire. A ce titre des conventions sont signées avec plus de 10 entreprises qui accueillent les apprenants dans le cadre de ce projet pilote créant ainsi les synergies entre les établissements de l'ETFP et le secteur privé.	Completed	

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
La durée du programme EDUKOR est insuffisante pour l'appropriation de l'approche de formation en alternance par les partenaires ETFP	15/02/2016	OPS	Low	Low	Low
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
Envisager une seconde phase de l'intervention plus axée sur l'adéquation formation-emploi et ainsi garantir la formation en alternance qui porte ses fruits en impliquant les autorités compétentes afin d'assurer la durabilité.	CARLIER Lucie	31/12/2019	L'intervention se poursuit jusqu'en 2022 et un travail se prépare au niveau du prochain PIC.	Completed	

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Résistance culturelle des parents à envoyer les filles vers les filières traditionnellement réservées aux hommes et à la formation en alternance. Les mariages précoces empêchent les filles à finir les études. Ce qui impacte négativement l'espoir d'avoir un nombre de femmes accédant à des emplois décents.	15/02/2016	DEV	Medium	Medium	Medium
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
Promouvoir l'ETFP au travers de campagnes de sensibilisation en ayant une attention particulière à l'accès des jeunes filles: Messages radio, émissions et tables rondes	CARLIER Lucie	31/12/2021	Depuis 2017, nous réalisons des campagnes promotionnelles dans cette thématique dans le second semestre scolaire avant la nouvelle rentrée et nous constatons que le nombre d'inscriptions des jeunes dans les filières techniques/professionnelles appuyées par EDUKOR dans	In Progress	

			les 5 CDA a augmenté à raison de 20 à 40 % en fonction des métiers.	
--	--	--	---	--

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Non-appropriation de l'approche de la formation en alternance par les partenaires institutionnels du projet (MIN EPSP et management Enabel) avec un impact sur la continuité de la stratégie après EDUKOR	15/02/2016	DEV	High	Low	Medium
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
Continuer le plaidoyer auprès des autorités (Ministère EPSP) sur base des résultats obtenus et reconnus par la SMCL et le siège d'Enabel afin qu'au niveau provincial dans un premier temps un budget soit dégagé et prévu dans le futur (post EDUKOR) à cet effet au bénéfice des CDA qui	CARLIER Lucie	31/12/2021	Bien que les résultats de cette approche innovante soient positivement valorisés par les autorités lors des SMCL et autres rencontres officielles avec les autorités, les constants changements des décideurs de ces instances ne	In Progress	

mettent en application cette nouvelle approche.			facilitent pas l'appropriation escomptée.		
Mener des séances et sessions d'information des autorités provinciales administratives et politiques tout cela couplé des visites sur terrains et discussions avec les partenaires et les bénéficiaires	CARLIER	Lucie	31/12/2021	Quelques ébauches sont en cours, elles sont supportées par la coordination provinciale, il faut mieux structurer et amplifier pour plus d'efficacité	In Progress

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Détournement des frais de fonctionnement des CDA par les partenaires institutionnels ou par l'institution hôte avec comme conséquence le dysfonctionnement et l'absence de durabilité	15/02/2016	OPS	Medium	Medium	Medium

Risk mitigation			Follow-up of risk	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Digitalisation des outils de gestions et de management scolaire qui doit	CARLIER	31/12/2021	Le progiciel de gestion scolaire devrait	In Progress

engendrer une transparence accrue sur les flux et transaction financiers	Lucie		progressivement apporter une meilleure traçabilité et permettre une redevabilité améliorée entre acteurs de gestion scolaire.	
Organiser des visites et sessions de supervision formative /contrôle de manière régulière pour asseoir les bonnes habitudes de gestion et de transparence	CARLIER Lucie	31/12/2021	L'exemple de la supervision de l'ITAV peut être répliqué	Planned

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Faible qualification du personnel au niveau des établissements et au niveau des entreprises dans le cadre de la formation en alternance avec un impact important sur le niveau et la compétitivité des produits sur le marché de l'emploi et de l'entrepreneuriat	15/02/2016	DEV	Medium	Medium	Medium
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	

Les RH ces 5 CDA appuyés par EDUKOR bénéficient de renforcement de capacités en permanence au niveau de la gestion, pédagogie, technique et autre thèmes pertinents dans le cadre de leurs fonctions afin d'augmenter leurs compétences et ainsi augmenter la qualité de L'ETFP au bénéfice des apprenants.	CARLIER Lucie	31/12/2021	On constate que les RH des 5 CDA ont acquis de nouvelles compétences qui déjà bénéficient aux apprenants.	In Progress

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Risque de mauvaise ou sous-utilisation et maintenance des équipements mis à disposition des CDA pour la formation technique et pratique des élèves avec un impact négatif sur le niveau des sortants.	15/02/2016	DEV	Medium	High	High
Risk mitigation			Follow-up of risk		

Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Briefing et formation des bénéficiaires depuis la réception des équipements. Mise en place d'un plan de suivi, supervision et formation des usagers Elaboration et fonctionnement d'un plan de gestion et de maintenance des équipements et matériels mis à disposition.	CARLIER Lucie	31/12/2021	Les ateliers des 5 CDA sont prêts et les équipements sont livrés pour certains CDA le briefing et initiation sont déjà réalisés.	In Progress
Une consultance de 4 mois a lieu à l'ITAV ayant pour objectif d'explicitier les différents matériels livrés.	CARLIER Lucie	31/12/2021		Completed

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
L'absence de l'électricité ou du moins son instabilité risque de jouer négativement sur le fonctionnement des centres, des bibliothèques et	15/02/2016	DEV	Medium	Medium	Medium

laboratoires informatiques, etc,...					
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
Connexion des 5 CDA à des sources d'Energie soit existantes ou à installer	CARLIER Lucie	31/12/2021	60 % réalisé. l'ITAV NGANDAJIKA bénéficie d'une installation en énergie solaire financée par EDUKOR et l'ITP MAZARELLO et DON BOSCO bénéficieront de la même installation très prochainement. Nous avons financé l'installation pour la connexion à ENERKA pour le CDA_ITP MAKALA Le CDA-ESGTK a toujours bénéficié du courant électrique constant.	In Progress	

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total

Insuffisance de budget pour la mise en oeuvre du plan provincial.	15/02/2016	FIN	None	Low	None

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
PROBLEME	15/02/2016	OPS	None	Low	None

Risk mitigation			Follow-up of risk	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Depuis 2016 un travail a été réalisé avec les UFE des 5 CDA appuyés afin qu'il s'approprient de leurs fonctions.	NUMBI ELIAS	30/06/2020	Difficultés car les établissements de l'ETFP ne disposent pas de RH engagés	Completed

			et affectés directement à la gestion de ces unités. Cependant les enseignants des cours techniques ont travaillé avec notre Agents ISP afin de s'approprier de cet espace.	
Le renforcement des capacités des RH des 5 CDA se poursuit. Une redynamisation va avoir lieu (Q3 2020), mais nous passerons aussi par la désignation d'un point focal unique par CDA chargé de l'ISP et en contact direct avec les incubateurs.	BAMBISINGO NANGA Polydor	30/09/2020		In Progress

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Les mauvaises habitudes et le niveau insuffisant en gestion des structures et projets de nos partenaires nous expose à assister à un usage inapproprié des fonds dans le cadre des Conventions de Subsidés ce qui conduit à un retard dans leur attribution.	15/02/2016	FIN	Low	High	Medium

Risk mitigation			Follow-up of risk	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Effectuer les contrôles réguliers suivant la fréquence signée dans les conventions. A chaque contrôle il faut associer des mises à niveau, des mesures et un plan d'action	CARLIER Lucie	N/A	ceci concerne toutes les CS avant, pendant et à la fin	In Progress

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Fraude dans le processus d'achat, dans les ateliers et dans la gestion de la caisse (partage marge fournisseur-gestionnaire achat Enabel,	15/02/2016	FIN	Low	High	Medium

fausses factures, sélection arbitraire des fournisseurs/prestataires, matériel livré non conforme, etc).					
--	--	--	--	--	--

Risk mitigation			Follow-up of risk	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Suivi, contrôle périodique régulier pour assurer l'application et le respect des procédures	NDIKUBWAYO Jean Bosco	31/12/2021		In Progress

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Perte/vol du stock.	15/02/2016	FIN	Medium	Medium	Medium
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	

Des mesures ont été prises afin de garantir la sécurité nécessaire.	CARLIER Lucie	N/A	Les vols ne sont pas fréquent.	In Progress

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Braquage au bureau Enabel, à la banque ou sur le trajet/de et vers les antennes/lors des ateliers/lors de activités de terrain.	06/11/2014	FIN	Low	High	Medium
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
Les "Tracker" installé sur les véhicules permettront de suivre les mouvements de ceux-ci en permanence.	GBILIMOU Cécé	31/12/2019	Tracker installés, effet répulsif sur les braquages	Completed	

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Solidité bancaire et professionnalisme (erreurs volontaires ou involontaires de la banque, fonds non disponibles car retenus par la banque, commissions excessives, vulnérabilité financière).	06/11/2014	FIN	Low	High	Medium
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
La Banque avec laquelle travaille Enabel répond à des critères bien précis qui ont été déterminés par soucis de transparence et de sérieux. Néanmoins un suivi et des recours au cas par cas ne sont pas à exclure	NDIKUBWAYO Jean Bosco	N/A	Nous avons eu récemment deux paiements perdus entre la banque DB et les banques de destination. Il a fallu beaucoup de tractations pour venir à bout du problème	In Progress	

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total

Fraude dans l'émission et/ou l'encaissement de chèques.	06/11/2014	FIN	None	Low	None
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
Les procédures décrites dans le manuel "Admin. Fin." protègent de ces risques.	GBILIMOU Cécé	N/A		Completed	

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Les conditions et les procédures internes liées à l'insertion des jeunes à travers le système de location-vente produit un risque important de retard dans la réalisation de ce résultat. La complexité	11/02/2021	OPS	High	Medium	High

de savoir à l'avance ce qu'il faut mettre en marché public et la difficulté de lancer le tout en même temps sachant que cela concerne des projets divers estimés à environ 200000 euros					
Risk mitigation			Follow-up of risk		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
Anticiper au maximum tout ce qui peut l'être et établir un chronogramme sur la base des cohortes et simuler des marchés en lots	CARLIER Lucie	31/03/2021		Planned	

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
Non-résolution du conflit de compétences entre EPST et MFPAM qui empêcherait tout déploiement effectif sur le terrain de la Stratégie Sectorielle Education et de la Stratégie Nationale pour la Formation et l'Insertion	17/09/2019	OPS	Medium	High	High

Risk mitigation			Follow-up of risk	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Plaider au niveau central pour la résolution de ce conflit de compétences tout en évitant toute atteinte à la souveraineté congolaise.	DEMEESTER Luc	N/A		In Progress
Porter le problème au niveau de la SMCL pour qu'il fasse l'objet d'une décision /recommandation	HERMOUET Murielle	12/05/2021	Le problème a été évoqué dans la dernière SMCL mais nous avons besoin de le poser plus officiellement pour trancher.	Planned

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total

10017 Retard dans la réalisation /qualité de la construction du centre de ressource multifonctionnel avec un budget de 300.000 Euro	12/02/2021	OPS	High	High	Very High
---	------------	-----	------	------	-----------

Risk mitigation			Follow-up of risk	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Anticiper tous les préalables, les TDR, le CSC, et pousser pour avancer sur le volet foncier - cadastre	AG JIDDOU Elmounzer	31/03/2021	Un Draft des TDR est cours de révision par l'IM, des démarches sont en cours au gouvernorat pour officialiser l'acquisition de l'espace identifié pour la construction de l'incubateur	In Progress



Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
10006 : Retard dans la concrétisation du marché Maitrise d'œuvre pour la construction du CdR (Accord cadre en cours)	20/04/2021	OPS	High	High	Very High

Risk mitigation			Follow-up of risk	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Faciliter la mission terrain des ingénieurs du contrat cadre maitrise d'œuvre	FORTANé Rémi	15/05/2021	Les ingénieurs sont identifiés, en attente de la finalisation de la demande d'achat et des visas pour leur descente sur le terrain	Planned

Identification of risks			Risk analysis		
Risk Description	Period of Identification	Risk Category	Likelihood	Potential Impact	Total
	06/12/2021	OPS	High	High	Very High

Location-Vente : retard dans les achats					
---	--	--	--	--	--

Identification of Issue			Issue analysis
Issue Description	Period of Identification	Issue category	Potential Impact
Démissions à deux reprises de l'ATN Suivi - Evaluation entre 2016 et 2018	01/05/2017	DEV	None

Identification of Issue			Issue analysis
Issue Description	Period of Identification	Issue category	Potential Impact
La procédure de recrutement pour incorporer un « Coresponsable National » n'a pas abouti. D'autre part, suite aux plafonnements budgétaires pour 2017 et 2018, nous avons dû prendre la décision de ne pas relancer cette procédure de recrutement.	31/10/2016	DEV	Low

Identification of Issue			Issue analysis
Issue Description	Period of Identification	Issue category	Potential Impact
Le poste d'ATI en Insertion Professionnelle n'a pas pu être couvert un staff national recruté mais avec trop peu de compétences pour assurer les attentes. Le poste reste encore non couvert	31/01/2017	DEV	Medium

Issue mitigation			Follow-up of Issue	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Licenciement de l'ATN et recrutement d'un ATI	CARLIER Lucie	15/03/2021	Le processus est au stade des test écrit et interviews	In Progress
Identification of Issue			Issue analysis	
Issue Description	Period of Identification	Issue category	Potential Impact	
Fin de la mise à disposition des agents de l'Etat en novembre 2019 : seulement une ATN est présente à l'arrivée de l'ATI	20/10/2019	OPS	Low	

Issue mitigation			Follow-up of Issue	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Un processus de recrutement a été lancé de manière prioritaire par l'ATI dès sa prise de fonction, mais malheureusement la première phase de recrutement n'a pas abouti à la réception de candidatures valables.	CARLIER Lucie	31/05/2020	Relance du recrutement en cours	Completed

Identification of Issue			Issue analysis
Issue Description	Period of Identification	Issue category	Potential Impact
Equipe relativement récente avec l'arrivée de plusieurs nouveaux staffs (incluant le coordonnateur provincial, l'IM , et les Experts). L'intégralité de l'équipe a été modifiée depuis 06/2019.	15/07/2020	OPS	Medium

Issue mitigation			Follow-up of Issue	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status

Appui technique intense de la part de l'ATI et avec le support de l'ECT	CARLIER Lucie	N/A		In Progress
---	------------------	-----	--	-------------

Identification of Issue			Issue analysis
Issue Description	Period of Identification	Issue category	Potential Impact
Pandémie COVI-19 (mesures d'hygiène et fermeture des établissements scolaires) : * annulation de certaines activités * retard de certaines activités * modification de certaines activités	15/07/2020	OPS	High

Issue mitigation			Follow-up of Issue	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Un suivi régulier /permanent de la situation Redéfinir/adapter les activités pour qu'elles soient réalisables selon les mesures en place.	CARLIER Lucie	N/A		In Progress

Identification of Issue			Issue analysis
Issue Description	Period of Identification	Issue category	Potential Impact
Retard dans le traitement des MP /achats avec impact considérable sur la réalisation des activités	13/10/2020	OPS	Medium

Issue mitigation			Follow-up of Issue	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Organiser une réunion urgente entre le RAFI, RAF, LOG, IM et Coordinateur pour discuter de la situation, diagnostiquer le problème et identifier les actions possibles à mettre en place.	AG JIDDOU Elmounzer	20/03/2021	Discussion au niveau IM et coordinateur et RAFI seulement	Planned

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

PRODAKOR

EDUKOR partage un résultat commun avec le PRODAKOR depuis l'adoption du DTF additionnel en mai 2020. Les échanges sont incessants et trop nombreux pour être détaillés ici. La totalité des activités sont réalisées en synergie et vues sous l'angle multiple des deux projets. Cela étant, les activités ci-après ont plus spécifiquement été réalisées conjointement (cfr. 3.6.1, p. 28).

Une synergie pour la relance et la mise en œuvre des bourses du FAIF a également été réalisée. Ces bourses appuient des groupes de femmes déjà organisés et désireux de se lancer dans des activités génératrices de revenus (274 femmes appuyées vers la génération additionnelle de revenus).

PROGEAU

Plusieurs activités ont été réalisées en synergie avec le PROGEAU :

- EDUKOR et le PROGEAU se sont lancés également dans la mise en place d'un **Projet Pilote d'Assainissement** pour la ville de Mbuji Mayi. En effet, au-delà de leurs spécificités, ces projets contribuent de manière cohérente à relever plusieurs défis mondiaux pour lesquels Enabel s'attelle à obtenir un impact. Au travers de cette activité, les projets EDUKOR et PROGEAU proposent de contribuer à relever trois défis globaux, à savoir : les défis de l'urbanisation, les inégalités sociales et économiques, le changement climatique et l'environnement. Les objectifs de ce projet sont les suivants :
 - Développer et incuber une entreprise en charge d'assurer un service d'assainissement avec en retour l'insertion d'au moins 10 personnes nouvellement et directement insérées dans un emploi décent et durable ;
 - Améliorer les conditions sanitaires d'au moins 100 ménages par la mise à disposition d'un service d'assainissement à domicile ;
- Une deuxième FA, visant l'insertion en emploi salarié a été signée en synergie avec le projet eau. Cette FA a pour but **l'accélération des Asurep (Bureau de l'inter Asurep et 5 Asurep) à Mbuji Mayi en vue de la création et de la pérennisation d'un minimum de 160 emplois salariés**
- Lors de la mise en place du champ photovoltaïque, le PROGEAU a facilité la prise en stage de 4 stagiaires en énergie photovoltaïque. Ces stagiaires ont pu bénéficier pleinement de l'expertise du maître d'ouvrage, chargé de renforcer leurs compétences aussi bien au point de vue théorique (compréhension du champ photovoltaïque) que pratique ;
- Le PROGEAU a également facilité le stage de 10 maçons lors du chantier de construction du bureau de l'Inter-Asurep ;
- Les deux projets ont également continué à travailler ensemble sur la pérennisation de la mise en place d'une filière de production de serviettes hygiéniques lavables.
- L'appui du PROGEAU a également été précieux dans le suivi du dispositif d'approvisionnement en eau nécessaire au champ d'application de l'ITP/ Mazzarello.

EDUKAT

Cette année encore, le projet EDUKOR a participé à la 5ème édition SMF/du Concours Métiers national organisé par EDUKAT à Lubumbashi. Une délégation de 21 personnes, dont 11 compétiteurs et cinq mentors dans cinq filières distinctes a représenté la province du Kasai Oriental à ladite compétition. Les compétiteurs de la province du Kasai Oriental ont obtenu cinq médailles dont deux en or, ce qui ouvre l'accès de la province au concours international de Namibie en Mars 2022. Les échanges d'expériences avec les chargés d'insertion d'autres provinces ont également permis de découvrir d'autres aspects importants pouvant favoriser l'émulation au niveau local, l'approche d'insertion par l'emploi salarié notamment.

Au vu des différentes synergies qui ont eu lieu cette année, il est évident que les résultats obtenus suite à ces activités sont positifs à tous les niveaux et participent pleinement à l'atteinte de nos résultats respectifs. Ces synergies amènent également plus d'efficacité dans nos interventions (grâce à la mutualisation des ressources notamment).

6.2 Avec les projets pour tiers

En addition au budget de la DGD, EDUKOR a bénéficié de l'appui de l'USAID. Une convention a été signée en juin 2015, pour un budget total de 790 000 EUR. L'objectif final de cette convention était de construire, de réhabiliter et d'équiper les bâtiments du SECOPE à Mbuji-Mayi.

La construction s'est achevée en avril 2020, et la réception provisoire a eu lieu. Deux marchés d'équipements et de mobilier ont également été finalisés. La réception provisoire de ces marchés a eu lieu en novembre 2020. **La remise des clés au SECOPE a eu lieu en mars 2021.**

6.3 Autres synergies et complémentarités

Dans le cadre de la mise en place des formations courtes et professionnalisantes à l'ITP/Mazzarello, une FA pour la conceptualisation d'un projet pilote en entomoculture dans la province du Kasai Oriental a été mise en œuvre. Cette FA, signée en partenariat avec ULiège a permis le déplacement d'une étudiante en Master pour la collecte de données en vue de la rédaction de son mémoire de fin d'études. L'objectif de cette FA était d'effectuer, en partenariat avec l'ULiège – Gembloux Agro BioTech et via l'étude réalisée par une étudiante pour son mémoire, la conceptualisation d'un projet pilote en entomoculture dans la province du Kasai Oriental, en vue d'opérationnaliser un petit centre de production d'insectes pour évaluer la création d'une telle activité et sa pertinence en termes de génération de revenus.

Il était attendu également que ce centre de production d'insectes soit utilisé comme fer de lance pour stimuler la production d'insectes à une plus grande échelle ; ce qui, en plus de générer des revenus, pourrait contribuer également de manière pérenne à l'autosuffisance et à la diversification alimentaire dans des zones enclavées, périodiquement soumises à des épisodes de sous-nutrition et malnutrition. Malheureusement et malgré de multiples relances, à l'heure de la rédaction de ce rapport, le projet est toujours en attente des conclusions/rapports/données détenues par l'étudiante et par l'ULiège.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

En général, le projet EDUKOR n'a pas d'indicateurs spécifiques qui liés à l'environnement ou le changement climatique. Néanmoins, le projet tient compte de ces principes dans plusieurs activités. Ci-dessous quelques exemples :

- Centrale Biogaz – Projet Pilote Propre : en fonction des besoins de la ville, l'incubateur peut proposer des projets d'entreprises au lieu de dépendre des propositions des entrepreneurs/porteurs de projets tiers. Le projet pilote propre est un de ces exemples. Il s'agit d'une entreprise qui collectera les « vidanges » de toilettes portables installées chez plusieurs ménages ou sites publics et transformera cela en biogaz dans une petite installation. Le biogaz peut ainsi être utilisé comme remplacement des braises traditionnelles. Dans une ville où le bois est la ressource principale d'énergie, ce projet constitue un gain pour l'environnement.
- Agriculture durable – ITP Mazzarello / ITAV : à travers la convention de subsides avec l'ITP Mazzarello et de partenariat avec l'ITAV, le programme est en train d'implémenter un projet important de formations courtes et professionnalisantes en maraîchage et petit élevage dans les deux zones d'intervention (permaculture). Ce projet vise la promotion de l'auto-emploi via une agriculture durable. Au cours cette année, 231 personnes ont été formées et accompagnés dans la mise en pratique des méthodes/techniques agroécologiques de production : le recyclage des déchets organiques grâce au compostage, la gestion intégrée de la fertilité du sol et des ennemis des cultures.
- Serviettes hygiéniques lavables – PROGEAU : la mise en place d'une filière de serviettes hygiéniques lavables en partenariat avec le projet PROGEAU d'Enabel (voir 6. Synergies et Complémentarités), déjà mentionnée en 2021, reste une initiative axée sur le respect de l'environnement. Ces serviettes proposent une alternative plus durable et plus respectueuse de l'environnement aux femmes de Mbuji-Mayi.
- Critères de durabilité environnementale – Incubateurs : les procédures de sélection des projets des incubateurs tiennent compte de l'environnement comme critère additionnel. Les projets qui ont un impact positif sur l'environnement ont un avantage sur les autres.

7.2 Genre

Toutes les activités d'EDUKOR prennent en compte la notion de genre, et en particulier depuis la rédaction du DTF additionnel en mai 2020. Cette attention est reprise et explicitée dans la plupart des fiches d'activité du projet. Le projet est particulièrement sensible à l'accès à l'éducation des jeunes filles (cfr. Output 2), et à l'amélioration de la condition des femmes (cfr. Output 3).

Des actions plus spécifiques ont été menées tout au long de l'année :

- FAIF : 8 associations locales ont bénéficié d'un appui en nature à hauteur de 2500\$ qui a permis à 228 femmes (et 46 hommes) d'améliorer leur situation financière ;
- Insertion de 340 femmes via Don Bosco pour le compte de l'incubateur multi partenarial urbain (cohorte exclusivement féminine) ;

- Lancement d'une formation en alphabétisation pour 300 femmes accompagnées à l'insertion et à l'accélération via Don Bosco ;
- Sensibilisation pour les inscriptions massives et à la rétention des filles dans les Ecoles Techniques et Professionnelles ETP ;
- 72 filles ont bénéficié des bourses au CDA ESGTK et au CDA Makala au cours de l'année 2021 pour le compte de l'année scolaire 2020-2021 ; l'activité est reconduite pour 2021-2022 ;
- Concours métiers : 4 filles ont participé au concours national des métiers 2021 à Lubumbashi, dont 2 ont remporté une médaille en bronze et en argent dans la filière de transformation alimentaire (métier de boulangerie) ;
- La dimension genre a été soulignée lors des événements organisés par des partenaires avec l'appui technique et financier d'EDUKOR. Le Grand Kasai Business Meeting et la soirée culturelle du Groupe Zyon ont souligné la démarcation des femmes dans les élans de l'entrepreneuriat et artisanat dans la Province du Kasai Oriental. Plusieurs femmes ont animé les débats autour de l'entrepreneuriat, ont occupé des stands d'expositions des produits et œuvres d'art Made in Kasai et ont partagé les succès et les défis des femmes entrepreneures.

7.3 Digitalisation

EDUKOR s'est fixé pour objectif d'*accompagner la coordination et la concertation des acteurs impliqués dans l'ETFP au niveau provincial via la digitalisation* (output 1), ainsi que de *mettre en œuvre dans les établissements ciblés une stratégie D4D adaptée* (output 2).

Plusieurs activités ont été réalisées pour arriver à ce résultat :

- Adaptation du progiciel scolaire selon le contexte de la RDC avant son déploiement dans les établissements soutenus, le Ministère et les CdR ;
- Formations sur l'environnement Windows et la recherche sur Internet ont été lancées dans les CdA pour former les différentes parties prenantes dans la maîtrise de l'outil informatique. 37 personnes en ont bénéficié : staffs administratifs, les enseignants des établissements soutenus et partenaires étatiques ;
- Lancement de la formation des utilisateurs du progiciel au niveau des CdA et chez les partenaires EPST sur la prise en main du progiciel de gestion scolaire et lancement dans les 5 CDA ;
- Dotation en matériels et équipements informatiques permettant la mise en œuvre et le déploiement du Progiciel dans les CDAs et au niveau du partenaire étatique ;
- Implémentation des bibliothèques numériques (BSF) et accompagnement sur l'utilisation de la bibliothèque digitale (24 personnes formées) ;



**Installation de la bibliothèque numérique
dans le CDA de Mazzarello**

- Lancement de la formation de base en informatique (ICB) : une formation des formateurs organisée, la formation a été mise en place et à ce jour les cours de Microelectronics se donnent dans 5 Cda (356 diplômés en 2021).

7.4 Emploi décent

Le projet étant axé sur l'accès à l'emploi, l'intégralité de l'intervention tient compte du concept d'emploi décent. Ce concept est par ailleurs toujours en cours de définition au niveau d'Enabel. Un salaire décent (7\$/jour) a par ailleurs été défini pour la zone du Kasai Oriental. Dans la mesure du possible, EDUKOR essaie d'appuyer des projets qui répondraient à ce critère dans la durée (objectif difficilement atteignable en début d'activité).

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Malgré un contexte difficile et de nombreux challenges (voir 8.2 Défis), beaucoup de succès peuvent être relevés pour EDUKOR :

Output 1

- Les 5 CDA ont finalisé la rédaction d'un projet d'établissement. Ces projets d'établissement ont été avalisés par le partenaire, et un contrat de redevabilité a été signé par les parties ;
- Adaptation du progiciel par rapport aux contextes de la RDC, remise des matériels, formation dans les CDAs et implémentation ;
- Mise en place de la bibliothèque digitale et son fonctionnement ;
- Cession du bâtiment SECOPE aux partenaires ;
- Electrification de labos NTIC Mazzarello et Don Bosco.

Output 2

- Hausse +141 % d'inscriptions de filles dans les CDAs et les formations courtes proposées par Edukor. 100% de rétention des filles entre septembre 2020 et juin 2021.

- La formation en alternance scolaire a permis aux sortants d'obtenir de l'emploi salarié (Exemple de 4 jeunes de Mazzarello dans la filière de transformation chez GAUCHENE, 4 jeunes de MAKALA en menuiserie, 7 jeunes de Mazzarello en agriculture qui sont dans l'auto-emploi dans la production agricole). Relance de l'activité de l'alternance, au bénéfice de 453 jeunes pour l'année 2021-2022.
- Mise en œuvre de la Csub avec Mazzarello ; 171 formés et 50 insérés en 2021.
- Démonstration réussie aux personnes accompagnées en maraîchage à Mazzarello qu'il est possible de produire sans recourir aux intrants chimiques (engrais et pesticides principalement) ; ce qui a conduit à l'adoption des bonnes pratiques agricoles plus durables tout en garantissant une bonne production des exploitations.
- Digitalisation : mise en œuvre des bibliothèques numériques, lancement des formations ICB

Output 3

- Opérationnalisation effective de l'incubateur (INCUBAKOR) ;
- 1045 personnes accompagnées en 2021 ;
- 456 personnes considérées insérées, dont 220 mamans à Don Bosco (soit un taux d'insertion pour cette activité de 72%, au-dessus des 60% envisagés) ;
- L'approche multi partenariale de l'incubateur urbain est bien acceptée par les acteurs ;
- L'incubateur favorise la promotion de certains acteurs de développement local. Le cas de la FEC et de Don Bosco notamment ;
- La communauté manifeste un intérêt accru aux services financier et non financiers qu'offre l'incubateur urbain ;
- La légitimation des animateurs, la légalisation de RALDEKOR et l'effectivité du partenariat public/privé.

Output 4

- Les acteurs locaux commencent à travailler ensemble et à proposer des solutions sur les problèmes de leur territoire ;
- Démarrage de collaboration et de développement des relations d'affaires entre les acteurs des filières et des différentes ETD ;
- 35 projets issus des appels à projet sont en cours de financement ;
- Revenus élevés parfois très élevés tirés de la production maraîchère avec peu d'investissements. Il s'avère donc que la formation combinée à un accompagnement de proximité (à la fois des encadreurs et des apprenants) et l'adoption des bonnes pratiques agricoles (y compris l'accès aux intrants de qualité) constituent des bases nécessaires pour l'amélioration des revenus des producteurs.
- Démarrage de 12 projets d'entreprenariat sélectionnés par l'incubateur, sans appui financier Enabel ; l'apport du programme pourra les booster davantage.

8.2 Les défis (les défis connus en 2021)

Output 1

Rapport des résultats

- L'adaptation du logiciel aux réalités de l'enseignement et de l'insertion en RDC.;
- Trouver une solution durable aux coupures intempestives du courant électrique : cas du Cda MAKALA ;
- Palier aux capacités d'accueil (locaux) pour faire face à l'augmentation des effectifs des apprenants filles et garçons dans les CDA appuyés.
- Le fonctionnement des Bibliothèques digitales avec une insuffisance des manuels de différentes options ;
- Le difficile accès à l'énergie électrique à l'ITPRO MAKALA ne permet pas que les activités se déroulent convenablement. Les inscrits n'ont pas eu accès à la formation ICB ;
- L'absence de l'énergie électrique au bâtiment SECOPE n'a pas encore permis l'installation des matériels informatiques et autres équipements ménagers.

Output 2

- Difficulté pour la majorité des femmes insérées à rapporter par écrit leur évolution financière, car analphabètes, situation qui impacte négativement sur le suivi des encadreurs (vérification de l'épargne, vérification caisse déclarée et caisse réelle, distinction entre caisse du ménage et caisse de la micro entreprise) ;
- Transfert de fonds très en retard pour l'exécution de la Csub Mazzarello, ayant également engendré des retards importants dans la mise en œuvre des activités.

Output 3

- Faible taux d'instruction ou d'analphabétisation qui ne facilite pas l'encadrement des porteurs des projets ;
- Les MP de location-vente (MP très nombreux, relativement petits et très variés) ont causé un afflux de travail important pour le service MP ; cela a eu pour conséquence de générer énormément de retard dans la passation des marchés d'acquisition des matériels de location-vente ;
- Insuffisance ou manque d'apport local pour compléter la location-vente pour le lancement des projets ;
- Faible niveau du sens de responsabilité et de prise de conscience dans le chef des jeunes ;
- Pas de communication claire sur certains concepts-clés de l'insertion à l'exemple « emploi décent » ;
- Pas d'outils pour évaluer le rendement de production.

Output 4

- Faible niveau de compréhension commune sur le processus PDA (à l'interne et à l'externe)
- Mise en place d'un processus à long terme dans une logique à court terme
- Retard dans la passation du marché d'acquisition des intrants de location-vente ;
- La durée restante du projet PDA constitue un grand défi.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

La mise en place du Pôle de Développement Agricole à Ngandajika et la mise à l'échelle de l'insertion, via un dispositif d'incubation seront des activités que nous capitaliserons en temps voulu (la collecte de données a bien entendu commencé).

La mise à l'échelle de l'insertion en production agricole (permaculture/production maraîchère) via la Csub de Mazzarello est également un processus qui est suivi de près afin d'en tirer les enseignements nécessaires à une possible reconduction de l'activité lors du prochain PIC.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<i>Mettre en évidence l'intérêt d'un outil reste la condition d'appropriation par l'utilisateur (ex. progiciel)</i>	<i>intervention</i>
<i>Difficulté pour les jeunes sortants de CDA de lancer une activité sans une expérience de gestion d'entreprise préalable.</i>	<i>intervention</i>
<i>Le scan des partenaires est essentiel en début de projet et permet d'améliorer leurs performances dans la mise en œuvre des activités.</i>	<i>intervention</i>
<i>Une formation en alphabétisation fonctionnelle permet de relever le niveau de compréhension des bénéficiaires.</i>	<i>intervention</i>
<i>L'insertion à grande échelle avec peu de moyens est possible si la formation, la sensibilisation et surtout l'accompagnement sont d'une certaine qualité.</i>	<i>intervention</i>
<i>L'envoi des tranches financières dans les temps est essentiel au bon déroulement d'une convention de subsides (ex. Mazzarello)</i>	<i>support</i>
<i>Les retards dans les MP, en particulier ceux liés aux saisons (achats d'intrants) nuisent négativement au programme. Il vaut mieux acheter une réserve d'intrant, ce qui a été effectué par le projet.</i>	<i>Intervention / support</i>

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Suite à la majoration de l'enveloppe budgétaire d'EDUKOR fixée à 4 M d'euros en mai 2020 (DTF additionnel), la stratégie a été revue en circonstance pour les deux années à venir (cfr. Rapport résultats 2020).

Aucun revirement stratégique important n'a eu lieu depuis lors.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre		
Décision à prendre	Période d'identification	Source
Les membres de la SMCL exhortent le Programme à toujours désagréger les données des rapports par provinces, territoires et sexe	19/05/2021	11 ^E SMCL

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Les données sont déjà désagrégées par provinces et par sexe. Le projet s'attèlera à clarifier dans les prochains rapports.	IM EDUKOR	12/2022	En cours	En cours

Décision à prendre		
Décision à prendre	Période d'identification	Source

Les membres de la SMCL demandent que les inspecteurs qualifiés en la matière soient toujours associés à toute formation pédagogique innovante organisée par le Programme dans les CDAS	19/05/2021	11 ^e SMCL

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Les inspecteurs ont été associés au RC via consultance à l'ITAV. Les inspecteurs se verront également proposer le RC en informatique ICB en 2022.	ATN D4D ATN Management scolaire	12/2022	En cours	En cours

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Le DTF additionnel étant récent, aucune réorientation stratégique importante n'est envisagée pour le moment. Une recommandation a cependant été identifiée (voir 9.4. Recommandations).

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Afin d'atteindre une mise à l'échelle de l'insertion, et en plus d'appuyer des porteurs de projet d'auto-emploi, la Csub Don Bosco n'hésitera pas à envisager plus d'accélération de MPME, afin de multiplier les stratégies d'insertion et d'améliorer la qualité des insertions.	Projet / partenaire Don Bosco	Q1 / Q2

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
X					
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
	A	B	C	D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale				X	
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
X	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
X	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			

	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
X	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Les indicateurs du projet ont été revus, affinés et validés lors de la SMCL de mai 2021 :

Outcome : Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducationnelle du Kasai Oriental et le territoire de Ngandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente incluant des cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.

Indicateurs/marqueurs de progrès	Cible
Augmentation de l'effectif d'apprenants sur toute la période d'intervention en ce y compris les filles	2500
Nombre d'apprenants/de bénéficiaires accompagnés vers l'insertion professionnelle	1600
Nombre de bénéficiaires insérés all in	1000

Output 1 : La coordination, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP sont améliorées par l'introduction d'une gestion digitalisée intégrée des établissements

Indicateurs	Cible
Nombre de Progiciels scolaires installés et opérationnels dans les CDA et dans les bureaux gestionnaires de l'ETFP (PROVED, SOUS PROVED, SECOPE, CDR)	10
Nombre de CDA obtenant une note de plus de 50% sur leur gouvernance à l'issue des évaluations conjointes	4
Nombre d'Unités de production soutenues dans les 5 CDA obtenant une note de + de 50% à l'issue des évaluations conjointes	8
Appropriation quantitative et qualitative de l'utilisation du progiciel de gestion par le PROVED /	3

Output 2 : Les établissements soutenus proposent une offre de formation pertinente et de qualité en faveur des jeunes apprenants dont une grande proportion des filles

Indicateurs	Cible
Taux de filles qui bénéficient des formations longues	40%
Nombre de jeunes garçons et filles bénéficiant de formations de longue durée répondant aux besoins du marché du travail	2500
Nombre de CDA électrifiés / équipés / réhabilités	5
Nombre de porteurs de projets bénéficiant de formations de courte durée répondant aux besoins du marché du travail	1200
Taux de filles qui bénéficient des formations courtes	40%
Nombre de sortants des CDA insérés via les incubateurs urbain et rural	100

Output 3 : Un dispositif d'incubation urbain multifonctionnel permet à un nombre accru de jeunes et des femmes d'accéder à un emploi décent.

Indicateurs	Cible
Nombre d'accompagnés vers l'insertion en zone urbaine	1300
Nombre de personnes insérées via incubateur urbain	600
Nombre d'entreprises issues de l'incubateur urbain	50
Nombre de personnes insérées via les services d'accélération des MPME existantes	40

Nombre de personnes accompagnées à l'emploi salarié

200

Output 4 : Un pôle de développement agricole est déployé au centre du terroir de Ngandajika.

Indicateurs	Cible
Nombre de solutions mises en œuvre suite à l'identification des problèmes des filières, faite avec tous les acteurs du territoire	1
Taux d'exécution du plan d'action stratégique	20%
Nombre de bénéficiaires accompagnés par l'incubateur rural	300
Nombre de bénéficiaires insérés via l'incubateur rural	300
Nombre d'élèves sortants de l'ITAV installés en auto-emploi	300

THEORIE DU CHANGEMENT

Durant l'année 2021, la voie à suivre pour atteindre les résultats et les changements escomptés a été revisitée, complétée et mise à jour en prenant en compte les nouveaux signaux et repères qui alimentent notre trajectoire de changement.

A travers l'implémentation des activités visant à produire les quatre résultats/services/livrables contractuels, l'offre du projet n'a pas été modifiée. Elle a plutôt été consolidée notamment par la poursuite de l'amélioration de l'accès et de la qualité de la formation dispensée dans les CDA appuyés, par la mise à l'échelle de l'insertion (accélération et insertion) à travers des stratégies de plus en plus affûtées et éprouvées.

Cette offre du projet avait pour unique but d'influencer l'atteinte de l'Outcome et de contribuer à créer les conditions de l'atteinte de son objectif général. A chaque niveau de la chaîne, des changements observés constituent des maillons qui complètent la chaîne de résultats et enrichissent notre théorie/trajectoire de changement :

- Une bonne utilisation des outils numériques par les personnes formées
- Les enseignants et les apprenants utilisent avec habileté les contenus de la bibliothèque digitale comme support pédagogique et source de recherche

- Les CDA appuyés appliquent de taux élevés des séances pratiques (atelier et alternance)
- La considération de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans la communauté, surtout parmi les jeunes filles
- Les apprenants des écoles non appuyées par EDUKOR accèdent facilement au laboratoire NTIC et à la bibliothèque numérique.
- Des jeunes insérés (main d'œuvre qualifiée) qui contribuent à l'économie de la province
- La mobilisation multi-acteurs (partenariat public/privé) autour de l'incubation à travers RADELKOR et le cadre de concertation inter-ETD
- Une certaine autonomisation de porteurs de projet à Mbujimayi et à Ngandajika. C'est le cas de 7 porteurs de projet à Ngandajika qui ont démarré leurs projets sans attendre le financement d'EDUKOR, directement après le renforcement de leurs capacités en entrepreneuriat.

Tous ces changements ont été induits par l'ensemble des produits/services offerts par EDUKOR en 2021. Ils sont appelés à être surveillés, maintenus et renforcés tout au long de 2022, année de clôture du programme. Ci-dessous la révision de la théorie de changement en 2021 à travers la chaîne des résultats.

Outputs

1. La coordination, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP sont améliorées par l'introduction d'une gestion digitalisée intégrée des établissements

2. Les établissements soutenus proposent une offre de formation pertinente et de qualité en faveur des jeunes apprenants

3. Un dispositif multifonctionnel d'incubation fonctionnel permet à un nombre accru des jeunes et des femmes d'accéder à un emploi décent

4. Un pôle de développement agricole est créé au centre du terroir de Ngandajika

Changements induits

Une bonne utilisation des outils numériques par les personnes formées

Les capacités renforcées des enseignants et recherche des connaissances par les apprenants via la bibliothèque digitale

Taux élevés des séances pratiques dans les CdA appuyés (atelier et alternance)

Considération de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans la communauté, surtout parmi les jeunes filles

Changements induits

Les apprenants des écoles non appuyées par EDUKOR accèdent facilement au laboratoire NTIC et à la bibliothèque numérique

Des jeunes insérés (main d'œuvre qualifiée) qui contribuent à l'économie de la province

Les enseignants utilisent avec habileté les contenus de la bibliothèque digitale comme support pédagogique

Mobilisation des partenaires et bénéficiaires autour de l'incubation. Cas de 7 porteurs de projet de Ngandajika qui ont démarré leurs projets sans attendre le financement d'EDUKOR

Outcome

Cadre institutionnel et organisationnel amélioré/Formation pertinente et de qualité

Impact

Meilleur accès à la formation et l'offre de main d'œuvre qualifiée est augmentée

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Fiches de suivi à utiliser dans le cadre d'une démarche réflexive en cours ou une démarche de recherche-action explicite utilisée par l'intervention (*voir guide gestion du contenu*).

Titre Output 1	
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ?	
Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ? Si oui : lesquels ? (éventuellement ToC modifiée en annexe)	
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? <input type="radio"/> Décision 1 : <input type="radio"/> Justification Décision 1 : <input type="radio"/> Décision 2 : <input type="radio"/> Justification Décision 2 :	
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?	
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ?	
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?	
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? <input type="radio"/> Non <input type="radio"/> Oui Si oui, sous quelle forme ?	

10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Oui
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	26/05/2017
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	09/2022

Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Février 2016
	Septembre 2017
	Avril 2018

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

Étiquettes de lignes	Initial Budget	Delta Revised Budget	Total Budget	Actuals	Available
	10 000 000,00		13 000 000,00	10 919 204,10	1 776 936,15
RDC1217211		3 000 000,00			
RDC1217211_A010100	549 600,00	-252 763,80	296 836,20	170 348,92	126 487,28
RDC1217211_A010101	0,00	-149 764,20	-149 764,20	0,00	-149 764,20
RDC1217211_A010200	12 500,00	30 465,12	42 965,12	46 258,86	-3 293,74
RDC1217211_A010201	0,00	2 188,88	2 188,88	0,00	2 188,88
RDC1217211_A010300	670 000,00	695 063,18	1 365 063,18	881 710,67	483 352,51
RDC1217211_A010301	0,00	-548 817,18	-548 817,18	5 631,66	-554 448,84
RDC1217211_A010302	0,00	0,00	0,00	1 893,06	-1 893,06
RDC1217211_A010304	0,00	0,00	0,00	92,60	-92,60
RDC1217211_A010400	432 200,00	-7 028,48	425 171,52	423 867,09	1 304,43
RDC1217211_A010401	0,00	-914,52	-914,52	314,55	-1 229,07
RDC1217211_A010500	1 537 500,00	-563 905,08	973 594,92	814 129,48	159 465,44
RDC1217211_A010501	0,00	-25 532,92	-25 532,92	6 146,00	-31 678,92
RDC1217211_A010504	0,00	0,00	0,00	1 500,00	-1 500,00
RDC1217211_A010600	74 000,00	5 531,00	79 531,00	78 104,25	1 426,75
RDC1217211_A010701	0,00	100 000,00	100 000,00	14 260,50	85 739,50
RDC1217211_A010703	0,00	0,00	0,00	11 520,34	-11 520,34
RDC1217211_A010708	0,00	0,00	0,00	319,84	-319,84
RDC1217211_A010801	0,00	55 000,00	55 000,00	84 823,18	-29 823,18
RDC1217211_A010802	0,00	0,00	0,00	11 465,61	-11 465,61
RDC1217211_A010901	0,00	200 000,00	200 000,00	7 194,74	192 805,26
RDC1217211_A010903	0,00	0,00	0,00	32 964,50	-48 392,38
RDC1217211_A010904	0,00	0,00	0,00	308,69	-308,69
RDC1217211_A010906	0,00	0,00	0,00	575,74	-575,74
RDC1217211_A010908	0,00	0,00	0,00	6 603,04	-6 603,04
RDC1217211_A010911	0,00	0,00	0,00	1 017,53	-1 017,53
RDC1217211_A011001	0,00	170 000,00	170 000,00	3 165,80	166 834,20
RDC1217211_A011008	0,00	0,00	0,00	7 000,41	-7 000,41
RDC1217211_A011009	0,00	0,00	0,00	3 373,29	-3 373,29
RDC1217211_A011101	0,00	60 000,00	60 000,00	27,03	59 972,97
RDC1217211_A011201	0,00	125 000,00	125 000,00	53 098,54	71 901,46
RDC1217211_A011202	0,00	0,00	0,00	5 068,08	-5 068,08
RDC1217211_A011203	0,00	0,00	0,00	3 080,10	-3 080,10
RDC1217211_A011209	0,00	0,00	0,00	459,12	-459,12
RDC1217211_A011301	0,00	90 000,00	90 000,00	117,73	89 882,27

RDC1217211_A011302	0,00	0,00	0,00	8 918,65	-8 918,65
RDC1217211_A011304	0,00	0,00	0,00	2 183,30	-2 183,30
RDC1217211_A020100	60 000,00	-46 686,00	13 314,00	13 803,31	-489,31
RDC1217211_A020101	0,00	0,00	0,00	9,92	-9,92
RDC1217211_A020102	0,00	0,00	0,00	667,51	-667,51
RDC1217211_A020200	172 600,00	-100 691,00	71 909,00	67 320,63	4 588,37
RDC1217211_A020300	205 500,00	-22 675,00	182 825,00	184 233,04	-1 408,04
RDC1217211_A020301	0,00	0,00	0,00	4,56	-4,56
RDC1217211_A020303	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 973,00
RDC1217211_A020400	478 750,00	-149 549,00	329 201,00	326 967,42	2 233,58
RDC1217211_A020500	140 000,00	-128 443,42	11 556,58	11 890,21	-333,63
RDC1217211_A020501	0,00	222,42	222,42	0,00	222,42
RDC1217211_A020502	0,00	0,00	0,00	479,86	-479,86
RDC1217211_A020503	0,00	0,00	0,00	0,12	-0,12
RDC1217211_A020600	605 000,00	-152 531,00	452 469,00	474 831,41	-22 362,41
RDC1217211_A020601	0,00	0,00	0,00	828,31	-828,31
RDC1217211_A020602	0,00	0,00	0,00	4,19	-4,19
RDC1217211_A020603	0,00	0,00	0,00	878,36	-878,36
RDC1217211_A020700	130 000,00	-109 118,00	20 882,00	21 333,99	-451,99
RDC1217211_A020801	0,00	70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00
RDC1217211_A020802	0,00	0,00	0,00	6 801,23	-6 801,23
RDC1217211_A020803	0,00	0,00	0,00	5 747,85	-5 747,85
RDC1217211_A020804	0,00	0,00	0,00	18 568,97	-18 568,97
RDC1217211_A020805	0,00	0,00	0,00	88,30	-5 183,32
RDC1217211_A020806	0,00	0,00	0,00	10 571,49	-10 571,49
RDC1217211_A020809	0,00	0,00	0,00	175,30	-175,30
RDC1217211_A020901	0,00	100 000,00	100 000,00	9 489,99	90 510,01
RDC1217211_A020905	0,00	0,00	0,00	5 149,06	-5 149,06
RDC1217211_A020907	0,00	0,00	0,00	2 836,28	-2 836,28
RDC1217211_A020908	0,00	0,00	0,00	14 028,07	-14 028,07
RDC1217211_A020909	0,00	0,00	0,00	294,11	-294,11
RDC1217211_A020911	0,00	0,00	0,00	1 869,56	-1 869,56
RDC1217211_A021001	0,00	180 000,00	180 000,00	633,46	179 366,54
RDC1217211_A021002	0,00	0,00	0,00	648,58	-648,58
RDC1217211_A021004	0,00	0,00	0,00	133,58	-133,58
RDC1217211_A021005	0,00	0,00	0,00	662,24	-662,24
RDC1217211_A021007	0,00	0,00	0,00	1 221,90	-1 221,90
RDC1217211_A021008	0,00	0,00	0,00	11 098,36	-11 098,36
RDC1217211_A021011	0,00	0,00	0,00	2 797,06	-12 862,76
RDC1217211_A021012	0,00	0,00	0,00	37 916,14	-45 282,82
RDC1217211_A021014	0,00	0,00	0,00	1 172,27	-1 172,27
RDC1217211_A021015	0,00	0,00	0,00	5 380,64	-12 880,64
RDC1217211_A021101	0,00	120 000,00	120 000,00	103 710,71	16 289,29
RDC1217211_A021102	0,00	0,00	0,00	88 769,28	-88 769,28
RDC1217211_A021105	0,00	0,00	0,00	5 586,08	-5 586,08
RDC1217211_A021201	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
RDC1217211_A021202	0,00	0,00	0,00	1 381,64	-1 381,64
RDC1217211_A021203	0,00	0,00	0,00	3 487,08	-3 487,08
RDC1217211_A021204	0,00	0,00	0,00	10 267,96	-10 267,96
RDC1217211_A021301	0,00	-93 000,00	-93 000,00	15 912,73	-108 912,73

RDC1217211_A021302	0,00	243 000,00	243 000,00	8 041,59	234 958,41
RDC1217211_A021303	0,00	0,00	0,00	986,22	-986,22
RDC1217211_A021304	0,00	0,00	0,00	93,60	-93,60
RDC1217211_A021305	0,00	0,00	0,00	5 762,68	-5 762,68
RDC1217211_A021309	0,00	0,00	0,00	678,56	-678,56
RDC1217211_A021311	0,00	0,00	0,00	4 945,61	-4 945,61
RDC1217211_A021312	0,00	0,00	0,00	10 001,81	-10 001,81
RDC1217211_A021401	0,00	-171 666,00	-171 666,00	6 154,38	-177 820,38
RDC1217211_A021402	0,00	171 666,00	171 666,00	89 099,20	82 566,80
RDC1217211_A021404	0,00	0,00	0,00	224,11	-224,11
RDC1217211_A021501	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RDC1217211_A030100	315 000,00	292 903,00	607 903,00	607 888,36	14,64
RDC1217211_A030101	0,00	0,00	0,00	87,12	-87,12
RDC1217211_A030102	0,00	0,00	0,00	7 953,91	-7 953,91
RDC1217211_A030103	0,00	0,00	0,00	179,37	-179,37
RDC1217211_A030200	255 000,00	141 443,70	396 443,70	169 700,87	226 742,83
RDC1217211_A030201	0,00	-232 678,70	-232 678,70	0,00	-232 678,70
RDC1217211_A030300	135 875,00	-132 275,56	3 599,44	6 399,09	-2 799,65
RDC1217211_A030301	0,00	201 903,56	201 903,56	0,00	201 903,56
RDC1217211_A030303	0,00	-200 000,00	-200 000,00	5 034,95	-205 034,95
RDC1217211_A030400	465 000,00	-282 760,00	182 240,00	219 243,02	-37 003,02
RDC1217211_A030401	0,00	0,00	0,00	33 092,00	-33 092,00
RDC1217211_A030501	0,00	-515 000,00	-515 000,00	142 227,08	-657 227,08
RDC1217211_A030502	0,00	630 000,00	630 000,00	67 023,49	562 976,51
RDC1217211_A030504	0,00	0,00	0,00	4 796,74	-4 796,74
RDC1217211_A030508	0,00	0,00	0,00	3 034,27	-3 034,27
RDC1217211_A030601	0,00	315 000,00	315 000,00	5 700,01	309 299,99
RDC1217211_A030602	0,00	0,00	0,00	57 969,31	-57 969,31
RDC1217211_A030603	0,00	0,00	0,00	214,50	-214,50
RDC1217211_A030604	0,00	0,00	0,00	127,04	-127,04
RDC1217211_A030606	0,00	0,00	0,00	85,63	-85,63
RDC1217211_A030607	0,00	0,00	0,00	11 251,95	-44 857,95
RDC1217211_A030608	0,00	0,00	0,00	309,03	-309,03
RDC1217211_A030609	0,00	0,00	0,00	208,91	-208,91
RDC1217211_A030701	0,00	330 000,00	330 000,00	9 569,29	320 430,71
RDC1217211_A030702	0,00	0,00	0,00	28 271,77	-135 152,30
RDC1217211_A030801	0,00	835 000,00	835 000,00	0,00	835 000,00
RDC1217211_A030805	0,00	0,00	0,00	4 041,76	-4 041,76
RDC1217211_A030813	0,00	0,00	0,00	5 640,03	-5 640,03
RDC1217211_A030814	0,00	0,00	0,00	140 263,90	-167 099,07
RDC1217211_A030817	0,00	0,00	0,00	61 481,61	-61 481,61
RDC1217211_A030824	0,00	0,00	0,00	5 757,92	-5 757,92
RDC1217211_A030836	0,00	0,00	0,00	79 828,97	-85 612,88
RDC1217211_A030838	0,00	0,00	0,00	1 288,59	-1 288,59
RDC1217211_A030846	0,00	0,00	0,00	16 121,04	-16 121,04
RDC1217211_A030848	0,00	0,00	0,00	79,51	-79,51
RDC1217211_A040101	0,00	0,00	0,00	200,24	-200,24
RDC1217211_A040103	0,00	0,00	0,00	94,41	-94,41
RDC1217211_A040202	0,00	0,00	0,00	70,64	-70,64
RDC1217211_A040301	0,00	119 000,00	119 000,00	0,00	119 000,00

RDC1217211_A040303	0,00	0,00	0,00	14 089,49	-26 843,82
RDC1217211_A040304	0,00	0,00	0,00	87 662,43	-87 662,43
RDC1217211_A040401	0,00	335 000,00	335 000,00	26 696,21	308 303,79
RDC1217211_A040402	0,00	0,00	0,00	24 813,09	-39 124,57
RDC1217211_A040403	0,00	0,00	0,00	1 578,88	-1 578,88
RDC1217211_A040404	0,00	0,00	0,00	34 362,56	-66 753,23
RDC1217211_A040406	0,00	0,00	0,00	16 184,96	-16 184,96
RDC1217211_A040501	0,00	191 520,00	191 520,00	0,00	191 520,00
RDC1217211_A040601	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00
RDC1217211_A040602	0,00	0,00	0,00	4 533,83	-4 533,83
RDC1217211_A040606	0,00	0,00	0,00	11 925,08	-11 925,08
RDC1217211_A040607	0,00	0,00	0,00	403,23	-403,23
RDC1217211_A040608	0,00	0,00	0,00	138,29	-138,29
RDC1217211_A040609	0,00	0,00	0,00	177,07	-177,07
RDC1217211_A040701	0,00	0,00	0,00	4 144,00	-4 144,00
RDC1217211_B010100	0,00	0,00	0,00	76,36	-76,36
RDC1217211_X010100	226 975,00	-226 975,00	0,00	0,00	0,00
RDC1217211_Z010100	1 350 000,00	689 577,00	2 039 577,00	1 985 801,91	51 848,48
RDC1217211_Z010200	810 000,00	-132 036,00	677 964,00	658 910,07	19 053,93
RDC1217211_Z010300	366 500,00	487 263,00	853 763,00	718 446,33	135 248,97
RDC1217211_Z020100	85 000,00	24 000,00	109 000,00	109 649,79	-649,79
RDC1217211_Z020200	21 000,00	9 859,00	30 859,00	31 363,27	-504,27
RDC1217211_Z020300	55 000,00	-2 656,00	52 344,00	50 976,27	1 367,73
RDC1217211_Z020400	100 000,00	68 433,00	168 433,00	214 751,80	-59 142,33
RDC1217211_Z020500	20 000,00	10 493,00	30 493,00	37 477,50	-6 984,50
RDC1217211_Z030100	240 000,00	30 240,00	270 240,00	282 450,56	-14 488,44
RDC1217211_Z030200	150 000,00	106 414,00	256 414,00	344 738,12	-89 729,79
RDC1217211_Z030300	25 000,00	6 096,00	31 096,00	28 744,48	2 351,52
RDC1217211_Z030400	20 000,00	-2 231,00	17 769,00	20 197,51	-2 428,51
RDC1217211_Z030500	24 000,00	20 835,00	44 835,00	50 690,62	-9 165,14
RDC1217211_Z040100	75 000,00	-49 474,00	25 526,00	15 424,25	10 101,75
RDC1217211_Z040200	40 000,00	7 049,00	47 049,00	47 178,70	-129,70
RDC1217211_Z040300	60 000,00	30 430,00	90 430,00	58 876,18	31 553,82
RDC1217211_Z040400	48 000,00	-16 612,00	31 388,00	41 255,09	-9 925,56
RDC1217211_Z040500	45 000,00	-34 812,00	10 188,00	16 905,63	-6 717,63
RDC1217211_Z999800	0,00	0,00	0,00	160,79	-160,79
Total général	10 000 000,00	3 000 000,00	13 000 000,00	10 919 204,10	1 776 936,15

10.6 Ressources en termes de communication

Plusieurs rapports de capitalisation sont envisagés par le projet, notamment pour les activités suivantes : incubation urbaine, incubation rurale, formation courte en permaculture et insertion en agro-business. La collecte des informations pour ce faire est en cours.

Une courte vidéo sur la formation courte en maçonnerie a été réalisée, et un MP a été lancée pour la réalisation de 6 vidéos (« success story ») au cours de l'année 2022.

Une vidéo a également été réalisée lors du Concours Métier National à Lubumbashi.

Enfin, quatre affiches ont été produites, afin d'illustrer le projet Edukor (alternance et stage), les autres thématiques (insertions et formation) seront réalisées en 2022.

